rouge
quotidien d'action communiste

Vendredi 16 janvier 1976
1F50 numéro 02

directeur de publication : Henri Weber
10 impasse Guéménée Paris 75004
Supplément à Rouge 331

espagne

le mouvement grèviste secoue le gouvernement

- Hier, grèves et manifestations à Madrid, Barcelone, Pampelune
- Aujourd'hui les ménagères boycottent les marchés

Le mouvement de grèves et de mobilisations s'étend en Espagne. Parti de Madrid la semaine dernière, il a touché ensuite les Asturies, Barcelone mercredi, hier Pampelune. Il prend l'allure d'une première épreuve de force avec un gouvernement qui n'aura bénéficié que d'un bref sursis de reflexion et d'expectative. Non seulement parce que al politique de blocage des salaires mise en place durant l'agonie de Franco est frontalement contestée, mais aussi parce que, dans le sillage des luttes ouvrières, les partis de l'opposition, toujours illégaux, multiplient les faits accomplis démocratiques et cherchent à forcer la main du gouvernement qui n'entendait pratiquer l'ouverture que sélective... et à pas de tortue.

■ Ce qui a prévalu dans le pays, après la mort de Franco, c'est d'abord le soulagement, discret mais profond. Puis une certaine attente méfiante : on attendait au tournant les beaux parleurs qui s'étaient répandus en promesses évasives. Mais il était impossible de patienter longtemps : les statistiques officielles reconnaissent un taux d'inflation de 14 %, les organisations ouvrières dénoncent ce chiffre et avancent celui de 23 % ! A ces raisons profondes de mécontentement est venue s'ajouter la déception de la grâce royale mesquine, parcimonieuse, insultante. Quelques dizaines de détenus libérés contre tous ceux qui restent et attendent.

Les grèves en cours manifestent un changement très important et très profond dans la situation. A des degrés divers, elles touchent maintenant plusieurs régions clefs : la capitale, la Catalogne, les Asturies, partiellement le Pays basque. Elles touchent également plusieurs branches professionnelles : la métallurgie, la construction, les postes, les transports. Après la réquisition des postiers, la lutte s'organise dans les chemins de fer où les travailleurs ont déjà prévu, en cas de réquisition militaire, qu'il faudrait tenir plusieurs jours avant que la grève devienne efficace : le temps que les ateliers d'entretien et de réparation soient totalement paralysés. Si l'on compare cette vague de luttes à celle qui s'était développée en automne contre les peines de mort, elle se caractérise par son caractère national (les taxis de Cordoue et les policiers municipaux de Bilbao se sont mis en grève...) ; par son caractère massif ; par le fait que les gros bataillons de la classe ouvrière sont directement impliqués.

Il ne fait aucun doute que des organisations réformistes ont joué dans la phase initiale de ce mouvement un rôle décisif.

suite page 2

armée

2 nouvelles inculpations

Deux membres du PSU viennent d'être inculpés jeudi à Strasbourg et Mulhouse dans le cadre de l'enquête sur les comités de soldats. Il s'agit d'un employé de librairie de Mulhouse, André Dirr, 29 ans, secrétaire adjoint de la fédération PSU du Haut-Rhin et d'un étudiant de Strasbourg, Jean-Jacques Talpin, 20 ans, membre du PSU, d'IDS et du MARC. Ils ont été inculpés par le doyen des juges sur place et non par le juge Gallut qui, habituellement, convoquait à Paris les gens qu'il voulait poursuivre.

■ *Malgré le vide des dossiers, il semble que le juge Gallut chargé d'instruire l'affaire des Comités de soldats, soit décidé, avec l'accord du gouvernement, à relancer une nouvelle vague de répression. C'est ainsi que nous avons appris qu'une série de perquisitions avaient eu lieu ces derniers jours à Strasbourg où un dirigeant de la L.C.R, Jean-Claude Richez a été gardé à vue 24 heures ; à Lorient et à Paris au domicile d'un soldat aux arrêts de rigueur, Dominique Bertin militant CFDT des PTT. A Angers, un enseignant a été interpellé pendant son cours et gardé à vue 24 heures. Marcredi 14 janvier, Jean-Marc Charon militant CFDT récemment démobilisé, était arrêté à son tour à Paris et gardé à vue 24 heures au quai des Orfèvres avant d'être relâché.*

On apprenait hier que la liberté provisoire avait été refusée à Armand Creuz, membre du Comité central de la LCR, emprisonné à Fresnes. Aucun fait précis ne lui est reproché si ce n'est d'être dirigeant de la LCR.

suite page 4

Alain Robert, l'un des principaux dirigeants du PFN prétend que son organisation n'avait avec Daniel Moschini, inculpé dans l'affaire de l'enlèvement de Louis Hazan, que des « contacts épisodiques ». Contacts assez fraternels cependant pour que Moschini, alias « Miguel » demande à Gérard Penciolelli, militant du PFN, de lui fournir des faux papiers pour lesquels il envoie sa photo (médaillon). Assez fraternels pour que Moschini se charge en échange d'entraîner le service d'ordre du PFN au château de Réveillon dans la Marne (tél. 4 à Réveillon), dont la propriétaire est Mme Bouniol de Gineste (photo). *(Voir article page 5)*

peine de mort confirmée pour Bruno (17 ans) : un assassinat légal, libéral et avancé

● Le jeudi 15, la Cour de cassation a confirmé le verdict du 3 octobre de la Cour d'assises des mineurs de l'Oise, condamnant à mort Bruno.

« Que les bons se rassurent et que les méchants tremblent »
Voilà toute la philosophie réactionnaire et assassine de Poniatowski et du gouvernement

● rebondissements dans l'affaire ben barka p.5

● chirac en bretagne p.7

● un ancien agent de la cia parle p.12

cinéma

les dents de la mer *de S. Spielberg*

■ La vague déferle, touche notre pays. Tout laisse prévoir l'afflux du public, comme programmé par des ordinateurs. Ce film a battu plusieurs catégories de records de recettes mais l'une des ses performances économiques au moins laissera rêveur n'importe quel financier français : les recettes de la première semaine d'exclusivité aux USA avaient déjà remboursé l'intégralité du coût de production et de lancement du film et ce, en juillet dernier... tout le reste, depuis, c'est du bénéfice net.

Ce rush engendre dans la foulée un ensemble de phénomènes d'accompagnement qui seront un objet d'études assez passionnant pour de futurs sociologues : une requinomanie qui fait baisser les foules sur les plages, gagner les fabricants de piscines, vendre des gadgets et porte-clefs, des motifs de décoration et des cadeaux d'entreprise à base de requin, d'aileron, de dents... et cela à une échelle qui, paraît-il, laisse loin derrière l'exploitation commerciale des dessins de Walt Disney.

Pour corser le mythe : la personnalité du metteur en scène, Steven Spielberg. Le mythe américain de la réussite : il a vingt sept ans, c'est son second film-cinéma, il avait fait de la télé ; en France, on avait vu de lui **Duel** (film télé, projeté dans les salles : un automobiliste solitaire poursuivi et persécuté par un gros camion) et **Sugarland Express**, odyssée d'un jeune évadé. Mais qu'est-ce qui fait donc courir tout le monde aux **Dents de la mer** ? qu'est-ce qu'il y a **dans** le film ? Est-ce que ça permet seulement de comprendre mieux ce qu'il y a **autour** ?

suite page 10

espagne

le mouvement gréviste secoue le gouvernement

Suite de la page 1

Le Parti communiste est notamment très fort à Madrid où la Junte démocratique avait organisé le 4 juin dernier une journée d'action très suivie. Mais désormais, il n'est plus du tout certain que la mobilisation puisse être contenue dans les limites tactiques qui auraient pu lui être assignées. Si le gouvernement cède, il montre sa fragilité et renforce la rétermination des travailleurs d'en finir avec tout le vieux fatras légué par la dictature. S'il ne cède pas, il met en difficulté les organisations réformistes. Déjà, les luttes en cours contribuent à clarifier le débat sur l'avenir respectif du syndicat vertical et des commissions ouvrières. Alors qu'au lendemain des élections syndicales du printemps dernier, certains pensaient pouvoir reconquérir les syndicats verticaux de l'intérieur, aujourd'hui les limites des délégués officiels apparaissent au grand jour, l'impuissance d'organes conçus pour la collaboration de classe également en revanche, les commissions et les organes autonomes de lutte reprennent vigueur.

Dans les banques s'est constituée une commission exécutive, sorte de syndicat parallèle où figurent des représentants de chaque province, directement élus par la base. A Pampelune fonctionne régulièrement une assemblée de travailleurs de toutes les entreprises qui réunit régulièrement dans les locaux syndicaux environ 600 personnes dont moins du quart occupent des fonctions syndicales ; il s'agit de fait d'une assemblée pleinière des commissions ouvrières. A Madrid s'est constituée mercredi une assemblée unitaire des ouvriers en grève de la capitale.

On parle déjà en Espagne de « dictablanda » (de « dicta**molle** » par opposition à la dicta**dura**). La Junte et la Convergence ont tenu en commun, mercredi à Madrid une conférence de presse où sont apparues publiquement personnalités politiques et universitaires appartenant à des partis illégaux. Une délégation internationale de l'Internationale socialiste a été accueillie publiquement avant-hier par le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol, Felipe Gonzales. Les colonnes de la presse se sont emplies comme jamais depuis quarante ans des récits de luttes ouvrières. Et il y a de la matière !

Mais en même temps, le gouvernement « militarise » les postiers grévistes et leur impose d'arborer leur grade et de porter leur livret militaire. Des militants ouvriers sont arrêtés, parfois relâchés. Les prisonniers politiques sont toujours sous les verrous.

Prenant la parole lors d'une réception du journaliste monarchiste ABC (qui vient de désigner les policiers comme les « hommes de l'année » !), le ministre de l'Intérieur Fraga Iribarne n'a pu que réitérer des promesses imprécises de démocratisation et des engagements immédiats à la fermeté. Parlant de la nécessité de « perfectionner l'ordre politique », il a surtout refusé de « soumettre le débat aux manifestations de la rue ».. Il a d'autre part évoqué la nécessité de redéfinir les frontières entre activités politiques légales et activités illicites, tout en précisant qu'il ne fallait pas nourrir d'illusions sur les possibilités d'une transition dans le calme, car tous ceux qui sont « ancrés dans une opposition irréconciable... se sont condamnés à recourir à la violence et à la subversion ». On sait que le ministre aurait souhaité une libéralisation qui exclue le Parti communiste, pourtant champion de la « réconciliation nationale ».

Pour l'heure, ni la Convergence, ni la Junte démocratique : n'entendent engager l'épreuve de force avec le régime et chercher à renverser le gouvernement mais tout au plus à lui forcer la main à la veille de l'adoption de son programme prévue pour le 28 janvier. Pourtant la force du mouvement ouvrier est telle que les choses peuvent aller beaucoup plus vite. Aujourd'hui même, 23 associations de ménagères invitent leurs adhérentes et toutes les ménagères à boycotter les marchés. Mardi prochain, toutes les associations, partis et personnalités ayant pris position en faveur d'une amnistie totale appellent les Madrilènes à se rassembler devant le siège du gouvernement.

Les revendications de salaires et d'emploi des travailleurs sont de plus en plus indissociables de l'exigence de l'amnistie et de la conquête des libertés politiques et syndicales. C'est pourquoi le mouvement en cours menace sérieusement l'actuel gouvernement, compromis mort-né entre une libéralisation au compte-goutte et le poids de l'héritage franquiste.

portugal

Les 16 et 17

deux manifestations décisives

A la veille des deux manifestations de Lisbonne, la renégociation du pacte entre les partis et le MFA vient de s'ouvrir.

Le projet institutionnel du Conseil de la révolution attribuant aux militaires un rôle politique prépondérant dans les futures structures hiérarchiques du pouvoir portugais a jeté un certain émoi aux sièges de la plupart des partis politiques.

Ce projet donne la seconde place au Conseil de la révolution, après le président de la république dans l'échelle du pouvoir le faisant passer avant l'Assemblée Législative et le gouvernement.

De plus le chef de l'Etat étant en même temps, au terme du projet président du Conseil de la révolution et commandant en chef des forces armées, il devrait presque inévitablement, selon les observateurs politiques, être un militaire. Il serait cependant élu au suffrage universel direct.

Par contre, l'assemblée du MFA serait dissoute. Ce projet est en fait un « non » catégorique au retour des militaires dans les casernes préconisé plus ou moins implicitement par le Parti socialiste, le Parti Populaire démocratique et le Centre démocratique et social. Il serait l'œuvre du groupe du Major Antunes. (AFP)

D'autre part le PS et le PPD se livrent bataille sur la répartition des postes ministériels. Les partis se préparent pour la campagne électorale qui va s'ouvrir prochainement.

Un profond mouvement unitaire

■ C'est ce soir qu'aura lieu à Lisbonne la manifestation convoquée par le « Groupe dynamisateur des organes de volonté populaire », dominé par l'UDP. Cette manifestation contre la vie chère va paraître de fait comme une des premières ripostes « centralisée » de la classe ouvrière portugaise face à l'offensive de la bourgeoisie déclenchée au lendemain du 25 novembre.

Mais une riposte partielle et sectaire, car le véritable test de la modification ou non des rapports de force sociaux au Portugal aura lieu le lendemain, 17 janvier au stade du 1er Mai à Lisbonne. Un rassemblement y est convoqué par la « Comité de lutte contre l'augmentation du coût de la vie et le blocage des salaires », qui regroupe les principaux syndicats de la région de Lisbonne et de Sétubal. Plus de 80 organisations populaires, commissions de travailleurs et commissions de moradores ont rallié cette initiative.

Il semble se dessiner un profond mouvement unitaire au sein de la classe ouvrière portugaise pour riposter aux attaques dont elle est l'objet, comme la remise en cause des contrats collectifs de travail, le blocage des salaires, la hausse des prix, le chômage. Ce mouvement touche y compris les formations jusqu'alors les plus enracinées dans le sectarisme. C'est ainsi, que sous la pression de sa base, la direction du « Groupe dynamisateur » a pris contact lundi dernier avec la direction du « Comité de lutte » (animée par le PCP) , pour envisager une unification des deux initiatives.

L'échec, vu le sectarisme de la direction du PCP, de cette entrevue, n'a pas découragé nombre de militants influencés ou appartenant à l'UDP, puisque lors de la réunion de l'Assemblée générale sur Lisbonne du « Groupe dynamisateur des organes de volonté populaire », la proposition d'unification des deux manifestations, développée notamment par les militants de la Ligue communiste internationaliste a été battue après deux votes, par une voix seulement

Le développement de cette sensibilité à l'unité de la classe ouvrière ne touche pas seulement les secteurs de l'extrême-gauche, mais aussi dans une certaine mesure le Parti socialiste. C'est ainsi que le syndicat des employés de banque, l'un des plus importants syndicats dominés par le Parti socialiste, a distribué à Lisbonne un tract contre la suspension des contrats collectifs de travail où il dénonce le pluralisme syndical et défend l'unité syndicale et le droit de tendance. Il est vrai qu'à Porto le plastic de l'extrême-droite est l'un des meilleurs baromètres du climat social. Depuis une semaine, les attentats d'intimidation contre des militants de gauche ou des locaux, comme la coopérative d'Arvore, le lieu habituel des réunions des familles des militaires progressistes emprisonnés à Custoias aprés le 25 novembre, se multiplient à Porto. C'est un signe qui n'a jamais trompé au Portugal : l'extrême-droite ne se lance dans une « nuit bleue » que lorsqu'elle sent que le mouvement du pendule a franchi la ligne médiane pour aller à gauche.

Lisbonne, le 15 janvier :
M. Rovère

italie

Après la chute du gouvernement Moro

Les négociations s'annoncent mal

L'issue de la crise gouvernementale actuelle n'est pas claire. Malgré les bonnes intentions du PCI et des syndicats qui affirment que la dissolution des Chambres et les élections anticipées seraient une sorte de désastre national, le président Moro, chargé des pourparlers pour former un nouveau gouvernement, n'a pas la tâche facile.

■ En effet, les socialistes restent fermes, pour l'instant, sur les trois points qui les avaient amenés à se retirer de la majorité et donc à précipiter la crise : la révision des mesures économiques adoptées par le gouvernement, la participation, sous une forme ou sous une autre du Parti Communiste à la « sphère » de la majorité gouvernementale, le vote de l'article de loi sur l'avortement.

Mais le PCI ne veut « en aucune façon » entrer dans la sphère gouvernementale, et Moro a clairement dit que la majorité démocrate-chrétienne actuelle ne voulait absolument pas du PCI au gouvernement, « sous quelque forme que ce soit ». On ne voit pas non plus ce que la démocratie Chrétienne pourrait concéder au sujet des décrets économiques et de la loi sur l'avortement, pour permettre aux socialistes de rentrer dans la majorité sans trop perdre la face.

Enfin, certains secteurs de la DC et du PS seraient favorables à un « test » général, c'est-à-dire à des élections anticipées qu'ils présentent comme une épreuve nécessaire pour redéfinir les rapports politiques en Italie.

Au sein de la DC, c'est l'ancien Premier Ministre Andreotti qui pousse dans ce sens, dans le PS, c'est le courant de Mancini, ouvertement appuyé par Nenni.

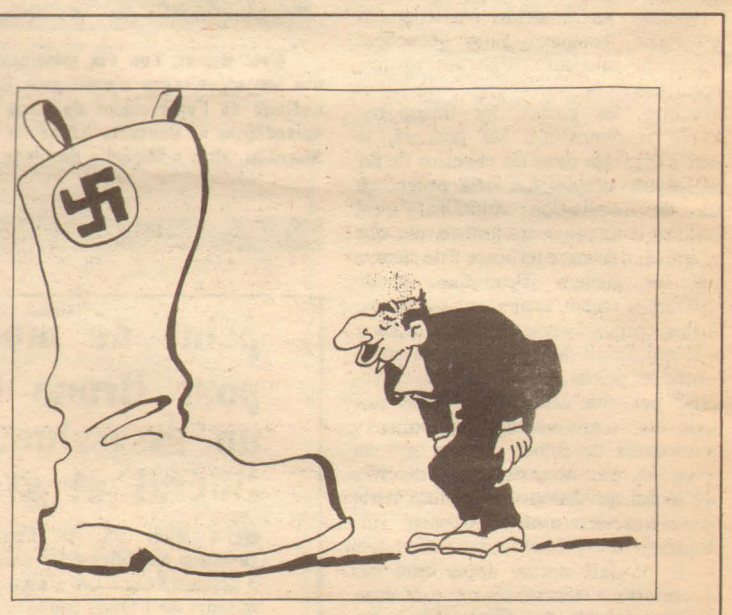
La crise reste ouverte et il n'est pas possible de faire des prévisions précises sur son développement.

Grève nationale des métallurgistes

La grève des métallurgistes se développe avec des caractéristiques assez semblables dans tout le pays. D'un côté une participation importante à l'arrêt de travail, d'un autre côté une faible participation aux manifestations et aux assemblées. Et ceci malgré l'offensive du patronat de l'Innocenti-Leyland (usine automobile de Milan) qui a déclaré hier vouloir liquider l'usine et envoyer immédiatement 4 500 lettres de licenciements. Les déclarations de la direction de la confédération syndicale CGIL-CISL-UIL à propos de la crise gouvernementale et son appel pathétique contre des élections anticipées ont certainement contribué à cette tiède participation à la grève, de même que la manière dont les manifestations et les assemblées ont été convoquées, qui visait à empêcher toute tendance au débordement.

Milan, le 15 **Correspondant.**

urss



« Du temps de l'occupation hitlérienne, les dirigeants sionistes servaient les fascistes » (légende et dessin issus du livre « Judaïsme sans fard »).

URSS et sionisme...

■ **C'est encore une grande contribution à la science que viennent de publier quelquels membres de l'institut de philosophie près de l'Académie des Sciences à Moscou... Intitulé modestement** « Lutte d'idées dans le monde contemporain » **leur livre a pour objet de dévoiler aux lecteurs la nature du sionisme.**

On comprendra mieux de quelle lutte et de quelles idées il s'agit en lisant le livre qui, comparant l'idéologie sioniste au « Mein Kampf » de Hitler, se donne pour tâche de « découvrir la convergence des thèses essentielles du sionisme et du fascisme ».

La convergence de « Lutte d'idées dans le monde contemporain » **avec** « Mein Kampf » **ne semble pas, quant à elle, poser problème aux auteurs soviétiques. Le complot juif mondial — qualifié, pour la circonstance, de « sioniste » — est, une fois de plus, démasqué. Il s'exerce par l'intermédiaire des juifs — pardon, des sionistes — embusqués dans les grands moyens d'information ou, nouveauté , dans l'Internationale Socialiste.**

Ce n'est pas la première fois que de tels ouvrages dénonçant le « sionisme » paraissent en URSS. Ainsi, l'Académie des Sciences de la R. S. S. d'Ukraine avait publié en 1963, le livre d'un certain Kytchko intitulé « Le judaïsme sans fard ». **Aggrémenté de quelques caricatures antisémites bien senties, le livre développait à peu près les mêmes thèmes qu'aujourd'hui.**

international

moyen-orient

Sipa Press

La droite à l'assaut des camps

SUR TOUS LES FRONTS

Les combats s'intensifient au Liban.La chute du camp palestinien de Dbayeh marque un nouveau pas dans l'escalade des agressions de la droite chrétienne. Elle confirme la volonté des milices maronites d'établir un territoire d'un seul tenant en vue d'une partition éventuelle du Liban. En même temps, elle oblige les organisations de résistance (OLP-Fatah, Saïka) a s'investir dans les affrontements. Cette intervention, refusée jusqu'alors, se produit au moment où l'ONU poursuit le débat sur la situation générale au Proche-Orient.

■ L'appel de l'Egypte pour une conférence informelle à Genève a reçu un acceuil favorable d'Yitzhak Rabin, Premier ministre israelien.

L'OLP et la Syrie, qui n'ont pas obtenu de concessions territoriales de la part de l'Etat sioniste ont davantage insisté sur la nécessité d'une résolution du conseil de sécurité demandant l'évacuation de tous les territoires occupés et la reconnaissance des droits du peuple palestinien à avoir une terre. Une résolution devant être préparée par l'Egypte, la Syrie, la Lybie et la Jordanie, ainsi que l'OLP, on ne peut préjuger du contenu exact du texte final.

En Israël, la presse continue sa campagne hystérique contre les « terroristes de l'OLP » et la décision du conseil de l'ONU d'inviter les représentants du peuple palestinien.

Contrairement à toute attente, la population y réagit très peu. Tout le monde se persuade que les Etats-Unis mettront leur veto à tout texte s'éloignant des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, résolutions considérant les palestiniens comme des simples réfugiés. Dans le cas contraire, on pourrait s'attendre à une réaction violente du gouvernement israëlien (bombardements) avec l'accord de toutes les tendances sionistes.

Dans les territoires occupés de Cisjordanie, il n'y a pas la réaction populaire qui avait secoué l'autorité sioniste lors de l'allocution de Yasser Arafat à l'ONU. Néanmoins, les murs se sont couverts d'inscriptions soutenant le Front national palestinien (FNP), nom du Parti communiste dans les territoires occupés.

Pour la première fois depuis 1967, ce dernier demande aux électeurs de voter sous contrôle sioniste. En soutenant des candidats qui sont des détenus administratifs, il appelle la population à riposter à l'arbitraire, la répression systématique des autorités d'occupation.

Le gouvernement israëlien ne se contente pas de batailles à l'extérieur. Il essaie également de faire taire toutes les oppositions internes. Ainsi son offensive contre la Ligue des droits de l'homme dirigée par Israël Shahak. Pour la deuxième fois en quelques mois le Mapaï, parti au pouvoir a tenté d'en prendre le contrôle.

Malgré l'emploi de toutes les astuces, l'aide d'une justice aux ordres, la dernière assemblée générale, convoquée en 48 h par un juge chargé, sur plainte, de contrôler le déroulement régulier des élections, a reconduit la direction (Shahak, Länger...).

Pour Raaman Cohen, responsable du Mapaï de la campagne électorale à Nazareth (gagnée par le PC), il s'agit de la deuxième défaite en quelques jours. On lui souhaite de persévérer... dans l'échec !

R. BRESTAR

« Médecins sans frontières » organisation privée de secours médical d'urgence dont l'un des médecins se trouve à Beyrouth, annonce qu'elle organise une équipe médico-chirurgicale pour la région de Borj Hamoud et Nabaa, dans la banlieue de Beyrouth.

Les dons en espèces exclusivement précise le communiqué, sont à adresser à « Médecins sans frontières », compte-chèques postal 33 769 71 La Source.

Pour tous renseignements, téléphoner au siège de l'Association 11, rue Crozatier Téléphone 345 68 83.

argentine

Le gouvernement d'Isabel Peron mis en accusation au Tribunal Russel

« un délit contre l'humanité »

■ **Le Tribunal Russel II, réuni à Rome depuis le 11 janvier achèvera ses travaux le samedi 17 janvier. Consacré à l'étude du rôle joué par l'armée dans la vie politique de nombreux pays d'Amérique latine, le Tibunal, réuni sous la présidence du sénateur socialiste italien Lelio Basso, comprend parmi les membres du jury, les écrivains latino-américains Julio Cortazar (1) et C.G. Marquez (2),**

Au cours de sa séance consacrée à l'Argentine, le Tribunal Russel a reçu les témoignages de nombreuses personnes venues dénoncer les « violations graves, massives, systématiques et persistantes des droits humains, civiques et politiques, économiques et sociaux », **parmi lesquels ceux de Annamaria Guevara, sœur du Che, de Hugo Corres, militant uruguayen, réfugié politique en Argentine où il a aussi été emprisonné et totturé, ainsi que celui de Montenegro, militant de l'ERP, dont la famille (la mère et les deux frères) a été assassinée par un commando fasciste de la AAA (Alliance Anticommuniste Argentine). Dans une longue déposition, un avocat argentin, spécialisé dans la défense des prisonniers politiques a dénoncé** « la présence surabondante d'agents de la CIA et d'anciens du Vietnam à l'ambassade américaine (...) dont la présence coïnciderait avec la mise en œuvre par la « triple A » d'un plan visant à la liquidation des principaux activistes de l'opposition, similaire au projet Phœnix élaboré par la CIA et mis en œuvre au Vietnam. »

(1) auteur du « Livre de Manuel » Prix médicis étranger
(2) auteur de « Cent ans de solitude ».

Extraits de l'acte d'accusation présenté contre le gouvernement argentin au Tribunal Russel II

■ *« Au nom du Peuple Argentin, nous accusons le gouvernement et les dirigeants des Forces Armées argentines de :*

I. Violations graves, massives, systématiques et répétées des droits humains civiques et politiques, économiques et sociaux comme ils sont définis dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 (...) ainsi que dans la Constitution Nationale argentine.

I.1 Violation du Droit à la vie (art.3) manifestée par l'organisation, le financement et la direction de bandes para-militaires qui ont assassiné au moins mille personnes au cours des 18 derniers mois.

I.2 Violation de l'article 5 de la Déclaration et 18 de la Constitution Nationale qui interdisent sévices alors que la torture est employée comme méthode d'investigation et de punition dans la quasi-totalité des cas de détention politique ;

I.3 Violation du droit à un procès juste et à un recours effectif devant un tribunal impartial (...) alors que 4 000 personnes sont détenues arbitrairement, dont 3 000 sans jugement ni accusation ;

I.4 De même, violation de l'article II qui assure toutes les garanties de défense, avec les persécutions systématiques, les détentions, les menaces et les assassinats de défenseurs de prisonniers politiques, privant de fait ces derniers des possibilités que leur donne la législation ;

I.5 Violation du droit d'asile (article 14) qui se manifeste par la persécution de centaines de réfugiés, leur incarcération ou leur assassinat, leur expulsion cruelle et illégale vers leur pays d'origine ;

I.7 Violation des droits démocratiques et du principe de la souveraineté populaire (...) manifestée par la suspension illégale des garanties constitutionnelles et l'instauration de l'Etat de Siège(...)

c) l'interdiction du Parti Peroniste Authentique (...)

e) les persécutions et assassinats de dirigeants politiques (...)

I.8 Violation du droit aux libertés syndicales du fait de perquisitions et de fermetures de locaux syndicaux, des persécutions, emprisonnements et assassinats de dirigeants syndicaux et de travailleurs, l'occupation militaire d'usines et l'emprisonnement massif de travailleurs en lutte ;

I.9 Violation des droits de liberté d'opinion et d'expression par l'interdiction de quatre quotidiens et de dizaines de périodiques (...) l'assassinat de journalistes (...) La gravité et la réitération de ces violations rendent responsable le gouvernement et les dirigeants des forces Armées argentines de « Délit contre l'Humanité ».

chili

Hausse du coût de la vie de 1224 % depuis septembre 73 !

● **Le directeur de l'Institut de Statistiques de la Junte vient de reconnaître que** la hausse du coût de la vie a augmenté de 340,7 % en 1975. **Selon les indices officiels, depuis septembre 1973, jusqu'à décembre 75,** le taux d'inflation s'élève à 1224,7 %.

Cependant, la hausse réelle des prix des produits de première nécessité, est, dans l'ensemble, supérieure à 10 000 % !

Ainsi, depuis septembre 1973, jusqu'à décembre 75, les produits ci-dessous, ont subi les augmentations suivantes :

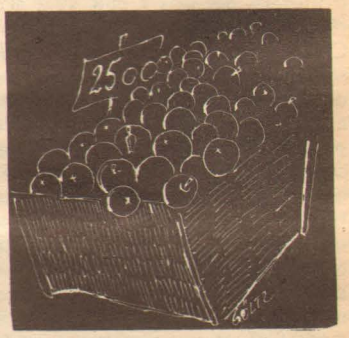
- Vinaigre de 38 esc. à 5 750 esc. (15 130 %)

- Riz de 15 esc. à 4 650 esc. (31 000 %)

- Sucre de 25 esc. à 3 450 esc. (13 800 %)

- Poulet (Kg) de 45 esc. à 11 580 esc. (27 730 %)

- Vermicelle de 26 esc. à 7 040 esc. (27 000 %)



Les calculs d'un institut économique de l'Université catholique du Chili évalue la baisse du pouvoir d'achat du salaire minimum à 64 % depuis septembre 1973, et celle du salaire moyen de 74 %. **La Confédération des employés du Chili, organisation corporatiste qui, au début, soutenait la Junte, a rendu public il y a quelques temps les résultats d'une enquête sur le pouvoir d'achat des employés des services publics. Selon cette enquête, un fonctionnaire moyen, ayant une femme et deux enfants, dépense la quasi-totalité de son salaire pour l'alimentation. Et pour un régime alimentaire dont sont exclus des produits comme le café, le jambon, le poisson, le fromage, etc...**

D'après d'autres enquêtes réalisées par des organismes semi-officiels, 85 % des familles chiliennes vivraient avec un salaire inférieur à ce que le gouvernement de Pinochet considère comme le salaire minimum pour survivre.

aux quatre coins du monde

Baader : guerre à l'impérialisme

■ Les dirigeants du groupe Baader-Meinhof : Andreas Baader, Ulrike Meinhof, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe, ont déclaré la guerre à « l'impérialisme américain » partout dans le monde.

Poursuivant devant la deuxième chambre de la Cour d'Appel de Stuttgart qui siégeait à la prison de Stammheim, la lecture du manuscrit commun exprimant leurs convictions politiques, ils ont déclaré par la voix d'Ulrike Meinhof qu'il ne saurait y avoir un seul endroit, à quelque moment que ce soit où le guerre soit absente ». « Les damnés de la terre, ont ils souligné, mènent une guerre de libération contre les centrales de commandement dirigées par ordinateur dans les métropoles »

Les prévenus ont évoqué la liaison existant à l'échelon mondial dans l'agitation menée par les groupes armés. Selon Gudrun Ensslin notamment, il ne saurait y avoir de lutte isolée dans le cadre national pour les groupes de guérilleros : « Il n'existe pas d'endroit au monde, a-t-elle affirmé, où les mouvements de libération ne soient confrontés au capital américain »

Quant au « Social-démocratisme allemand », il est, selon les dirigeants de la « Fraction Armée Rouge », devenu fasciste et contre-révolutionnaire.

Mme Gandhi symboliquement tuée a coups de gourdin en Suède.

■ Le Premier ministre de l'Inde, Mme Indira Gandhi, a été symboliquement tuée à coups de gourdin mercredi sur la place principale de Stockholm.

Cette manifestation présentée comme « Théâtre de la rue » s'est déroulée devant une centaine de spectateurs, dont un représentant de l'ambassade de l'Inde. Les manifestants, sympathisants scandinaves du mouvement « Ananda Marga » portaient un cercueil sur lequel était inscrit « Démocratie indienne »et d'où est sorti un personnage déguisé en Indira Gandhi. Celle ci a matraqué des manifestants porteurs de pancartes réclamant liberté de presse, liberté de réunion et autres libertés, mais à la fin de la représentation, elle a été à son tour assommée par les libertés.

Aggravation du chômage en Suisse.

■ La Suisse connait actuellement une dégradation de l'emploi telle que le pays n'en avait pas connu depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

D'après des stastistiques officielles, publiées à Berne, on comptait fin décembre 1975, 26 258 chômeurs complets contre 20 316 le mois précedent. En 1974, il en y avait à peine un millier et en 1973 seulement 125.

En outre on estime que plus d'une centaine de milliers de travailleurs sont victimes du chômage partiel, qui n'est que rarement indemnisé en Suisse. De plus, à la suite du départ du pays d'un très grand nombre de travailleurs immigrés, le chômage commence à toucher les citoyens helvétiques.

Parrallèlement, le nombre d'offres d'emploi non satisfaites ne cesse de diminuer : 2 654 fin décembre 1975 contre 2 765 en novembre et 3 280 à la fin de 1974.

● **Le gouvernement chilien accorderait rapidement un sauf-conduit à M. Andres Pascal Allende,** secrétaire général du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) réfugié à l'ambassade de Costa Rica.

D'autre part M. Luis Corvalan, ancien secrétaire général du Parti communiste chilien, et neuf personnalités du gouvernement Allende, renversé par le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, passeront prochainement en conseil de guerre.

Enfin, trente trois réfugiés dans un centre du haut commissariat des Nations unies près de Santiago ont entamé une grève de la faim pour protester contre la mauvaise alimentation et le retard dans l'obtention de leurs visas. La grève, menée par onze femmes et vingt mineurs, tous chiliens, qui se trouvent depuis trois mois dans ce centre, a été décidée pour 48 h reconductibles si aucune solution n'est trouvée. Deux des vingt mineurs réfugiés sont gravement malades et n'ont reçu aucune assistance médicale.

Après les assises du CNPF et le conseil des ministres

dissonance entre patronat et gouvernement

Les assises du patronat français ont pris fin mercredi 14 janvier. Au cours de ces assises des divergences profondes sont apparues entre les patrons français et le gouvernement sur les moyens à mettre en œuvre pour relancer l'économie. Le même jour se réunissait le premier conseil des ministres depuis le « réaménagement ». Celui-ci a arrêté un plan d'action pour les 6 prochains mois qui comprend trois volets : maitrise de la crise et développement économique harmonieux ; mise en forme des réformes de structure (entreprise, taxation des plus-values, loi électorale, revalorisation du travail manuel) ; amélioration de la qualité de la vie. D'autre part, Giscard a expliqué au nouveau gouvernement qu'il attendait de lui « humilité et enthousiasme » (!). Enfin, le conseil a fixé aux 7 et 14 mars des élections cantonales.

Le réalisme et la poudre aux yeux

■ Apparemment, ce n'est plus une querelle technique, c'est un conflit politique. Patronat et gouvernement ne divergent plus seulement sur les moyens à mettre en œuvre pour relancer l'économie, mais plus généralement, sur les grands choix économiques de l'année 1976. On a eu l'occasion de le vérifier, lors de l'Assemblée Générale du CNPF à Paris où Ambroise Roux, PDG de la CGE a vivement attaqué la politique du gouvernement.

Un patronat hargneux

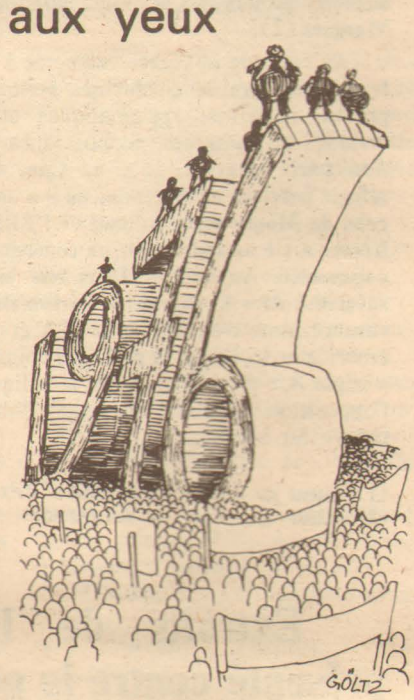
« **Les salaires ne sauraient dans leur ensemble et dans les meilleurs cas, que suivre l'indice officiel des prix** ». Or, l'on sait qu'en 1975, l'indice « officiel » des prix (plus 10,2 %) a révélé un écart de 4 % avec celui de la CGT (plus 14,2 %). Le patronat souhaite donc ouvertement une baisse de plusieurs points du pouvoir d'achat des travailleurs dn 1976. Mais ce n'est pas tout. Chotard a entrepris campagne contre les procédures actuelles de licenciements : « Trop souvent, les autorisations de licenciements ne sont obtenues qu'après de longs délais ». En somme, on interdit trop aux patrons de jeter des ouvriers à la rue. Ce que seront sûrement heureux d'apprendre les 1 500 000 chômeurs en quête d'un travail. Mieux, le CNPF a remis en cause les conditions d'élections aux comités d'entreprise, s'en prenant au monopole syndical de présentation des candidats lors du premier tour.

L'œuvre de réforme.

De l'autre côté, un gouvernement « réformateur » qui s'est exprimé par la bouche de Giscard : « **Il faut faire comprendre au pays que la réforme a pour but l'amélioration générale du sort des français** ». Pas question de revenir sur le droit de licenciement, ni sur la loi de 1950 concernant les élections aux comités d'entreprises, a dit Durafour, ministre du travail. Au contraire, le plan d'action gouvernemental pour les six prochains mois entend poursuivre « **l'œuvre de réformes** ». Il faudra d'abord maitriser la crise pour assurer un développement économique qui ne soit pas inflationniste. Une politique de structures sera mise en application avec la réforme de l'entreprise, la taxation des plus-values, et la revalorisation du travail manuel.

L'incapacité d'agir.

Tous les experts économiques l'ont dit, y compris ceux chargés de préparer le VIIe plan, le chômage ne diminuera pas d'ici 1980 si le taux de croissance n'est pas supérieur à 4 % par an. Des patrons ont alors beau jeu de justifier une croissance forte par la nécessité de résoudre le problème de l'emploi. Mais le gouvernement sait parfaitement qu'une telle croissance, du fait des caractéristiques même de la crise actuelle, conduirait à une poussée des prix sans précédent. Dans le contexte actuel de renouvellement des contrats dans le secteur public, et face à l'offensive des syndicats contre le truquage de l'indice des prix, il ne tient pas à favoriser les risques de luttes dures sur la question du pouvoir d'achat. Tout en



temporisant sur le problème de l'emploi, quitte à annoncer, par la suite, quelques mesures sur l'indemnisation du chômage. Le tout, assaisonné par les grands projets de réformes.

Sauf que le plan d'action du gouvernement ne fait que reprendre sur les points essentiels, celui d'il y a... six mois. Sauf que la taxation des plus-values est en débat depuis un an et demi et que le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise date maintenant d'un an. Sauf, que, derrière la réforme, se masque l'incapacité d'agir face à la crise. Les patrons l'ont compris. Plutôt que d'hésiter et d'attendre,ils veulent pousser le gouvernement à l'offensive directe contre les travailleurs. Celui-ci n'est pas prêt, pour le moment, à mener une attaque en règle. Non pas que la volonté n'y soit pas, mais parce qu'il n'en a pas les moyens politiques.

Pierre Julien

Rupture de la coalition municipale à Marseille

Le Parti socialiste poursuit son plan de campagne en vue des élections municipales de 1977. Il avait déjà amorcé le processus de reclassement à Nancy, à Nice et à Chatellerault, en particulier, où les conseillers socialistes s'étaient vus priés de rejoindre l'opposition aux municipalités centristes.

Dans la foulée, P. Mauroy a imité le maire de Marseille en retirant, le 12 janvier, leurs délégations à deux de ses adjoints R.I.

« Gaston garde toi à droite... Gaston garde toi à gauche ! »

● Le 8 janvier, Gaston Deferre a décidé de retirer leurs délégations à 4 de ses adjoints de droite : Lombard, vice-président des R.I. locaux, Gondareau, président du CNI départemental, Chelini, secrétaire général du Centre Démocrate marseillais et son compère Agostini.

Le prétexte — la rupture de la coalition dans le vote du 22 décembre sur un problème concernant trois écoles de la ville — n'a trompé personne : le maire de Marseille entend faire éclater la coalition mise sur pied aux élections municipales de 71 où seuls les 7 conseillers du PC — avec l'UDR électoralement balayée — étaient écartés de la majorité (31 socialistes et Radicaux de gauche, 13 indépendants, 6 centristes, 4 G.A.M. et 2 Radicaux).

Pourtant, Deferre, malgré sa décision s'est bien gardé de couper tous les ponts et de priver de son mandat Rastoin, le chef de file R.I. des conseillers de droite à la mairie et le premier adjoint du maire.

Malgré les assauts de courtoisie et les critiques à fleurets mouchetés, pendant quelques jours, entre le maire et ses anciens adjoints, la manœuvre était trop claire pour que Rastoin et les 4 autres adjoints indépendants ne se sentent pas obligés d'abandonner leurs délégations et de se solidariser avec leurs amis politiques... 4 jours aprés.

Leur décision, annoncée lors d'une entrevue « courtoise » selon les mots de Deferre lui-même, n'est pourtant pas unilatérale : la porte du dialogue avec le maire socialiste reste entrouverte. En affirmant qu'« ils continueront à se déterminer en fonction des seuls inteérêts généraux de la ville », ils montrent qu'ils ne se rangeront pas délibérément dans l'opposition.

Ainsi ils obligent Deferre à reconstituer une nouvelle majorité avec les radicaux de gauche et le G.A.M., mais sans le PCF. Il est en effet bien clair que le Parti socialiste n'entend pas offrir aux conseillers communistes une seule responsabilité à la mairie de Marseille, — et Deferre ne se prive pas de l'expliquer aux journalistes qui lui tendent leurs micros — autant pour rester « fidèle » aux engagements électoraux de 71 que pour préserver l'avenir (le programme commun ne concerne pas les municipalités, se plait à répéter le maire de Marseille).

Le secrétaire fédéral du PC, G. Lazzarino peut toujours s'époumonner à réclamer « une liste d'Union de la Gauche sur la base d'un programme municipal s'inspirant du programme commun de gouvernement »), le PS et Deferre à Marseille, en particulier entendent bien conserver pour eux tous seuls les positions qu'ils ont acquises dans les mairies des grandes villes.

Correspondant

Réunion du Comité Central du PCF

■ **C'est ce matin à 9 heures que Georges Marchais présentera au Comité Central du P.C.F. un rapport sur la préparation du XXIIème Congrés. Cette réunion a été convoquée quelques jours après l'intervention de Marchais sur Antenne 2 et il ne fait pas de doute que le Comité Central aura à discuter de ses répercussions dans le Parti. En effet, les attaques inhabituelles contre la répression en URSS et l'abandon de la dictature du prolétariat ont ébranlé bon nombre de militants qui à la lecture du document préparatoire du Congrés, n'étaient pas préparés à cette petite bombe. Si la majorité des membres du Parti qui a adhéré après 1968 approuve l'orientation définie par la direction ; dans les cellules, les sections et les fédérations, la discussion est vive sur les méthodes non démocratiques utilisées par Georges Marchais. La télévision gouvernementale remplace en quelque sorte un bulletin intérieur de discussion inexistant et tout le monde sait qu'une telle déclaration signifie qu'on peut toujours discuter mais que la décision est déjà prise. Le droit de tendance est interdit au PCF, ce qui fait que la forte minorité qui existe dans les cellules pour maintenir la dictature du prolétariat risque de ne pas être représentée au Congrès ou de l'être de façon non proportionnelle à sa force réelle**

● **A Europe n° 1** Rocard s'est félicité de l'abandon de la dictature du prolétariat par le PC. L'ex-secrétaire national du PSU a approuvé Marchais. Enfin soulagé par l'abandon de la volonté d'hégémonie du PC au sein de l'Union de la gauche, il a affirmé que maintenant la gauche ira au pouvoir, « à coup sûr » !

Un réaménagement en cache d'autres

● **Giscard sermonne ses ouailles, leur réclame « humilité » et « enthousiasme », les incite à se sentir « en mission », à ne pas chercher à faire carrière (!) et à respecter avant tout la cohésion gouvernementale. L'ordre du jour est banal : un programme d'action pas très neuf mais des gadgets pour faire « tilt ». Il y a cinq femmes, une moyenne d'âge plus basse...**

Que dissimule cette mascarade ?

C'est Lecanuet qui a raison de souligner l'entrée de Raymond Barre et de Jean-François Poncet dans ce gouvernement. L'affaire est en effet « européenne ». Ce n'est pas de la poudre aux yeux. C'est un débat sérieux et aigu au sein de la bourgeoisie. Giscard s'est engagé : il est pour l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel.

Il faut que l'UDR ploie, cède ou se divise. Chirac n'y peut rien. Debré, Chaban, Sanguinetti ne peuvent brader l'héritage gaulliste sur cette question-clé. Les 20 membres de l'UDR d'Agen-Nerac démissionnent en dénonçant la trahison des principes gaullistes : ils s'étaient opposés dans leur circonscription à Jean-François Poncet en 1967 et 1968. Par contre Albin Chalandon, pourtant UDR vient à la rescousse : il défend dans *« Le Monde,* une *« défense européenne »* contre la *« menace soviétique »* (*« même si au nom de la détente tout le monde feint de l'ignorer »*).

Giscard s'est orienté vers l'atlantisme. Il a balayé le mythe gaullien de la « grandeur » et s'efforce de tailler une place réaliste à la France dans une Europe tournée vers les Etats-Unis. Ce sera la pierre de touche de la recomposition de la majorité, de la modification des rapports de force en son sein. Entre les inconditionnels gaullistes et les « prêts-à-manger-la-soupe-du-pouvoir » qui l'emportera dans l'UDR ?

En tout cas, Giscard assoit fermement son autorité présidentielle : il décide de tout, qui est ministre et qui ne l'est plus, il écrit à Chirac pour lui tracer le programme d'action et l'échéancier du gouvernement, en détail, pour le semestre ! A croire que Giscard veut redémontrer à Chirac que c'est bel et bien lui, à l'Elysée, qui est le maître ! Chirac, humble, doit montrer de l'enthousiasme. A-t-on une façon plus présidentielle d'agir ?

De tous ses projets politiques, Giscard n'en a abandonné aucun. Il a dû temporiser avec une assemblée où l'UDR est majoritaire mais il ré-accélère le pas. Aux prochaines élections, le giscardisme n'a pas le choix : il faut qu'il s'impose, que le président de la République cesse d'être « minoritaire dans sa majorité » ou bien la crise s'ouvrira.

G. FILOCHE

ARMEE, suite de la une

la relance de la répression

C'est donc ouvertement un procès d'opinion que prépare le gouvernement contre les organisations qui se réclament de l'antimilitarisme révolutionnaire. Bientôt verra-t-on Poniatowski interdire les œuvres de Lénine ou de Trotsky et poursuivre ceux qui les diffusent ? L'étape actuelle de la répression succède ainsi à la première phase qui visait à forcer les organisations réformistes à condamner et isoler les antimilitaristes, la seconde phase faisait comprendre aux directions syndicales qu'en aucun cas le pouvoir n'était prêt à tolérer une quelconque liaison du mouvement ouvrier avec les comités de soldats : et maintenant l'enquête s'oriente vers l'extrême-gauche révolutionnaire une fois le terrain déblayé. C'est dire la nécessité de dresser face à ces manœuvres le front le plus large de tous les travailleurs. Seule une action unitaire sans exclusive peut faire échec aux prétentions du gouvernement et assurer en même temps le développement du mouvement des soldats pour leurs droits démocratiques. En même temps, les militants révolutionnaires feront preuve de vigilance en sachant que le pouvoir est prêt à tout y compris les provocations pour remplir les dossiers et justifier devant une opinion hostile l'utilisation d'une Cour d'exception.

● A partir d'aujourd'hui et pendant trois jours, des milliers de militants participeront dans tout le pays aux journées d'action organisées par le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Sur les lieux de travail et dans la rue, on pourra signer la pétition du comité qui s'est fixé comme objectif de recueillir un million de signatures. A Paris, 500.000 tracts sont distribués et cet après-midi les équipes du comité seront présentes dans toutes les gares de la capitale. Cette action représente pour le Comité national un tremplin dans la préparation de la montée nationale sur Paris qu'il a prévue pour le dimanche 15 février.

L'action du comité reçoit un large soutien et chaque jour, ce sont des milliers de signatures qui arrivent à Politique-Hebdo.

TRIBUNE

Du quotidien et de la pratique révolutionnaire.

Militants trotskistes, rien de ce qui concerne la vie du mouvement trotskiste ne nous est indifférent. A plus forte raison quand il s'agit d'une initiative aussi importante que celle de la LCR aujourd'hui avec le quotidien Rouge.

Un bon quotidien révolutionnaire pourrait rendre au mouvement trotskiste, et donc à toutes les organisations qui le composent, de grands services. C'est pourquoi nous souhaitons aux camarades de la Ligue pleine réussite dans leur projet, tant sur les plans matériel que politique.

Sur le plan matériel comme sur le plan politique, parce que les deux ne vont pas forcément de pair et qu'il est possible — des exemples le prouvent — de faire survivre pendant des mois un quotidien d'extrême-gauche, sans qu'il soit pour autant un bon outil aux mains des militants révolutionnaires.

Pour être cet outil susceptible de rendre service à tous les militants révolutionnaires, le quotidien Rouge devra apporter à ses lecteurs un aliment politique suffisant, des informations nombreuses, variées, et surtout fiables, sur tous les domaines de la vie politique et sociale, en même temps que les explications et les analyses politiques susceptibles d'armer les militants dans leur lutte quotidienne.

Il est certes hors de question de faire un quotidien révolutionnaire aussi riche, dans le domaine de l'information, que ce modèle des journaux bourgeois sérieux qu'est le Monde (ce serait trop beau !).

Cependant le quotidien Rouge remplira son rôle s'il dispense de la lecture d'un autre quotidien du matin, et si en particulier il suit ce qui se passe dans le mouvement stalinien, sans suivisme comme sans aveuglement sectaire.

Si en outre, le quotidien Rouge apporte des informations politiques et sociales qu'on ne trouve pas, ou qu'on trouve peu, dans la presse bourgeoise, même la plus sérieuse, parce qu'il les néglige (et l'exemple de Libération prouve que c'est possible), alors il constituera pour tous les révolutionnaires un instrument utile.

Nous préférerions certes qu'un tel quotidien défende les idées de Lutte Ouvrière. Mais quelles que soient les divergences qui nous séparent de la LCR, nous avons en commun notre référence au programme trotskiste. C'est beaucoup, et cela nous permettra d'utiliser nous aussi son quotidien comme instrument de travail, car nous savons les camarades de la Ligue fort capables de faire un bon quotidien.

L'avenir nous dira, bien sûr, si leur projet n'était pas trop ambitieux, et s'ils n'auront pas à payer sur le plan organisationnel le prix d'un tel effort

Pour nous, qui n'avons pas à assumer l'énorme investissement humain que cela représente à notre échelle, les choses sont plus simples et plus avantageuses. De toute façon, notre sympathie et notre soutien — ne serait-ce qu'en tant que lecteurs — leur sont assurés.

François Duburg
de la rédaction de Lutte Ouvrière

Affaire Hazan

LE PFN PASSE A LA CAISSE

Ingrat, Alain Robert, dirigeant du groupe fasciste Parti des forces nouvelles (PFN), qui publie dans « Minute » une mise au point solennnelle sur « la sinistre affaire Hazan ». Selon lui : « 1. En ce qui concerne un certain Moschini, il semblerait plus lié à des groupuscules italiens que nous ne fréquentons pas qu'à des mouvements français. Il a pu participer à certaines manifestations, à des meetings politiques. Mais de sa aprt, il ne s'agit que de contacts sporadiques et non pas d'une activité continue. 2. En ce qui concerne les frères Pech ou leur père, ils ont été, eux, des militants politiques, mais il y a de cela plusieurs années. Depuis longtemps, ils ont à ma connaissance cessé toute activité régulière. »

des contacts « sporadiques » mais suivis

Alain Robert a la mémoire courte ou sélective. Force nous est donc de la lui rafraîchir :

a) Moschini a participé, sous le pseudonyme de Morel, comme délégué du 13e arrondissement au congrès d'Ordre nouveau qui décida en 73 la campagne raciste contre « l'immigration sauvage ».

b) Par une lettre du 31 octobre 73, il demandait à Gérard Penciolelli, responsable de la propagande du PFN et gérant de sa société d'imprimerie S.E.R.V.I.C.E., le service amical consistant à lui procurer de faux papiers, yeux bleus, taille 1m 84...

c) En échange de ces menus services, il fut, sous le pseudonyme de Miguel, responsable du Groupe d'intervention nationaliste (branche clandestine du PFN), dont il dirigea les séances d'entrainement physique en salle et sur les pelouses du château de Réveillon dans la Marne.

d) Il est formellement reconnu à la tête du commando du GUD qui attaqua en février dernier les étudiants de la fac de Saint-Maur Créteil à l'occasion des élections universitaires

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les contacts « sporadiques » de « Miguel » Moschini avec le PFN étaient des plus suivis.

Quant aux frères Pech (Dominique et Didier), ils assuraient, en tant que membres du Service d'ordre du PFN, il y a juste un mois, la protection du meeting de Dupuy de Méry à la Mutualité en soutien à l'armée (le 9.12.75). Papa Pech, Marcel, était en 1973 le trésorier de la souscription électorale d'Ordre nouveau, responsabilité qu'on ne confie pas habituellement à des militants épisodiques ou dilettantes. Leur papa étant caissier, il était tout naturel que ses fistons deviennent encaisseur Si l'on accepte la décalration d'Alain Robert sur la cessation de « leurs activités régulières », elle n'implique en rien la cessation de leurs activités moins régulières.

Enfin, Jacques Prévost, toujours en fuite est connu comme ancien de l'OAS et animateur des milices patronales de Peugeot. Mais il faut rappeler qu'il fut aussi proposé comme candidat d'Ordre nouveau aux élections municipales de mars 1971.

Le PFN est une organisation d'extrême-droite, néo-fasciste, qui défend par tradition et par vocation les vertus de l'ordre et de la discipline. On comprendrait mal que trois de ses militants, dont certains responsables et un ancien candidat, se trouvent mêlés à titre privé, strictement personnel, dans une entreprise à l'origine aussi ambitieuse que l'enlèvement de Louis Hazan. Puisque la rançon demandée était de 15 millions. De quoi équiper une petite armée.

la série noire d'Ali-Baba

Depuis qu'il a, moyennant finances, prêté ses services musclés à Giscard lors des dernières présidentielles, le PFN s'efforce d'acquérir une respectabilité politique. L'affaire Hazan laisse entrevoir aujourd'hui les dessous peu ragoutants de cette respectabilité.

Mais, comble de malchance pour Alain Robert qui voudrait prendre ses distances envers « l'œuvre de marginaux », le 31 décembre, plusieurs journaux de banlieue annonçaient l'arrestation d'un cambrioleur nommé Michel Faci, 19 ans, domicilié à Maisons-Laffite. Or ce Faci ne doit pas être un inconnu pour Alain Robert. Militant du PFN, il dirigeait les commandos de son appendice dans la jeunesse (le Front de la jeunesse) aux portes des lycées des Yvelines. Il participait avec Dupuy de Méry à l'occupation des locaux d'Antenne 2. Nous ignorions encore que son violon d'Ingres l'entraînait à « visiter » une vingtaine d'appartements. Selon les policiers qui procédèrent à son arrestation, son domicile était devenu une « caverne d'Ali-Baba ». Et lui l'un des quarante voleurs, parmi le menu fretin, loin derrière « Miguel » et les frères Pech.

Alain Robert dira encore que les contacts de Faci avec le PFN étaient « sporadiques » ou rompus. A l'en croire, tous ses militants seraient soit des inconstants, soit des découragés retournés à leurs pantoufles.

les vases communicantes

Le Canard enchaîné annonce que les ravisseurs auraient pu être donnés par une militante du PFN, informatrice attitrée de la police. Si le PFN vend les services de ses nervis à Giscard, il est logique que son ministre de l'Intérieur s'informe de près sur cette curieuse entreprise de main d'œuvre intérimaire qu'est le PFN.

Peut-être que cette fois, certains étaient allés trop loin au goût des gouvernants. Peut être que l'enquête est allée un peu trop loin pour être totalement étouffée.

En attendant, le PFN n'est pas le seul éclaboussé de l'affaire. Le pouvoir aussi, en vertu du principe des vases communicantes

Rappelons pour mémoire qu'Hubert Bassot, chargé de la protection du candidat Giscard avait loué, au prix de 200F par jour et par personne, le service des militants de l'ex-Ordre nouveau ; qu'Alain Robert avait alors son bureau au siège des Républicains indépendants ; que Madelin, dirigeant des « jeunes » giscardiens est un « ancien » d'Occident, mouvement dissout ancêtre du PFN ; que Pierre Sergent se pavanait pendant la campagne dans les bureaux de Michel d'Ornano, alors secrétaire général des R.I., qu'on le retrouvait récemment en compagnied e Dupuy de Méry, lors de l'occupation d'Antenne 2 et qu'en tant qu'ancien de l'OAS, il connaissait Jacques Prévost...

Il y a dans tout cela assez d'éléments pour que la justice puisse, si elle le désire, suivre son cours, voire le remonter jusqu'à la source.

Fougerolles

Les rebondissements de l'affaire Ben Barka

par Daniel Guérin

Lorsque j'ai publié *Les assassins de Ben Barka, dix ans d'enquête*, pour le dixième anniversaire de l'enlèvement, et donné une interview à *Rouge* du 31 octobre, j'étais loin de prévoir avec quelle vitesse et quelle ampleur l'Affaire allait rebondir.

Ces dernières semaines, des éléments nouveaux ont surgi, des bouches se sont ouvertes. Si elles ne disent pas toute la vérité, loin de là, du moins elles la contournent, la frôlent et, bon gré mal. gré, l'éclairent.

C'est d'abord la publication du livre signé Thyraud de Vosjoli, *Le comité*, ouvrage semi-clandestin édité en français à Montréal, distribué à Bruxelles, mis sous le boisseau en France. L'auteur présumé est un ancien agent de liaison entre le SDECE et la CIA que l'ombrageux de Gaulle limogea en 1963, entre autres pour avoir envoyé un rapport à chacune des deux agences, sur l'installation de fusées russes à Cuba, au lieu de réserver la primeur de cette détonante nouvelle au seul monarque élyséen. Depuis Vosjoli, exilé à Washington, n'est plus au service que de la CIA.

Mais le livre, en réalité, a été inspiré par Marcel Le Roy, dit Finville, ancien colonel du SDECE et manipulateur d'Antoine Lopez —i. L'espion aurait risqué la Cour de Sûreté de l'Etat (tout comme un vulgaire bidasse) s'il avait signé les fracassantes révélations concernant les opérations compromettantes exécutées par lui pour le compte du « Comité » ou *Brain trust action*. De cette étonnante confession (dédiée à Fernande, femme de Le Roy) deux points principaux ressortent :

1) La CIA renvoie la balle au SDECE en laissant croire, fallacieusement, que la mort de Ben Barka en 1965 aurait été préméditée par le « Comité ». Il s'agit d'une diversion qui vise à disculper l'agence américaine de son intervention dans le dénouement homicide de l'Affaire ;

2) La promptitude avec laquelle Vosjoli est accouru en Europe, pour, de Suisse, faire chanter l'Elysée afin d'obtenir la libération de Le Roy après quatre mois de détention, de février au début de juin 1966, met en lumière la complicité des deux amis, l'un à la CIA, l'autre au SDECE. Le tandem Le Roy-Lopez avait donc des attaches avec la CIA.

Puis c'est, venant encore d'Amérique, le long article publié par *Time* du 29 décembre 1975. Y sont démontrés, entre autres :

1) La participation des services secrets israéliens dans l'approche de Ben Barka à Genève ;

2) L'arrière-pensée d'innocenter — ici encore — la CIA en attribuant le crime à Oufkir ;

3) Le rôle joué par l'ambassadeur des Etats-Unis à Rabat, en poste dès l'été 1965, veille de l'enlèvement, à 1969, Henry J. Tasca. Ce « diplomate » aurait sollicité, à la requête du gouvernement de Hassan II, l'aide de la CIA pour ramener Ben Barka au Maroc afin de l'y traduire en justice. C'est probablement l'inverse qui se produisit : Tasca pressa les dirigeants chérifiens d'en finir avec Ben Barka avant l'ouverture de la Tricontinentale en janvier 1966. Par la suite, de 1969 à 1974, Tasca représentera les U.S.A. (et la CIA) à Athènes, au service des colonels grecs. La chute du fascisme hellénique lui fera abandonner la carrière diplomatique.

Des Etats-Unis encore nous parviennent les très officiels procès-verbaux de la commission du Congrès présidée par le sénateur Church. On y trouve de bien curieuses précisions sur un agent de la CIA, « QJ/WIN », qui fut pressenti pour assassiner, à Léopoldville, en novembre 1960, Patrice Lumumba. Il s'agissait d'un repris de justice européen. Par ce biais nous croyons entrevoir que cet agent n'aurait été autre que Jo Attia, qui pratiqua des coups durs, de 1959 à 1961, dans six pays de l'Afrique noire, pour le compte du SDECE et donc aussi de la CIA. Ici encore se trouverait confirmée l'étroite association des deux agences de contre-espionnage, en même temps que l'hypothèse selon laquelle Jo Attia, de la prison de Fresnes, où il était détenu en 1965, aurait dirigé l'enlèvement de Ben Barka, opéré par sa bande sous la conduite de son lieutenant de toujours, Georges Boucheseiche.

De France surgit à l'appui une autre révélation, celle contenue dans le livre *B... comme barbouze*, de Patrice Chairoff, alias Calzi, en prison pour escroquerie. Cet ancien mercenaire du SAC produit le témoignage d'un certain Jean-Louis Campredon relatif à l'enlèvement du colonel Argoud, perpétré en Allemagne, sur ordre de l'Elysée, le 26 février 1963. Attia aurait été le dirigeant de l'opération. Mais comme il purgeait une peine de prison (pas la même qu'en 1965) on l'aulait fait sortir pour 24 h de sa geôle, s'envoler vers Munich à partir d'un aéro-club privé, pour faire ramener par ses auxiliaires habituels (les mêmes qui séquestreront Ben Barka) un colon dûment ficelé. S'il est définitivement établi dans les jours à venir que Jo Attia, déjà connu comme agent du SDECE, appartenait aussi à la CIA, la vérité sur l'affaire Ben Barka ferait un bond en avant.

Reste, bien sûr, à découvrir qui donna le coup mortel et où Oufkir pourrait n'avoir été qu'un bouc émissaire et n'avoir fait que ramener au Maroc la tête de la victime, sur ordre royal. Se précisent les raisons de supputer que l'assassin aurait été soit un des truands de Jo Attia, soit un autre émissaire de la CIA, camouflant son crime en « accident ». Ainsi aurait été supprimé le militant international qui, après avoir obtenu le double concours de Moscou et de Pékin, se préparait à ouvrir, à La Havane, le procès de ce qu'il dénonçait lui-même comme « l'impérialisme nord-américain, ennemi commun des peuples des trois contients ».

Mais nous avons aussi à balayer devant notre porte, ici en France. Et cette hypothèse ne blanchit par Pierre Lemarchand, ni le commissaire Jean Caille, des Renseignements généraux, ni le ministre Roger Frey, ni Jacques Foccart, ni les gradés du SDECE qui trempèrent dans un rapt conduisant à un meurtre.

Bibliographie : « Les assassins de Ben Barka » est publié par les Editions Guy Authier, « Le comité » est en vente à la librairie Galignani, 224 rue de Rivoli - Paris 1, les procès-verbaux de la commission Church seront publiés sous peu en français par Stock 2, « B... comme barbouzes » est publié par les Editions Alain Moreau.

social

Les patrons de la métallurgie :

« Il faut s'attendre à des conflits très violents pour le printemps 76 »

■ **Le syndicat patronal de la métallurgie (l'U.I.M.M.) annonce la couleur. Une circulaire de la Direction des Affaires sociales datée du 17 décembre, et rédigée** *« selon des informations fournies par l'U.I.M.M. »* **donne une petite idée de ses prévisions :**

● **Hausse des prix : le pronostic est pessimiste :** *« Pour 1976, les prévisions gouvernementales s de 7 à 8 % paraissent éxagérement optimistes ».*

● **Luttes ouvrières :** *« Il faut s'attendre à des conflits très violents pour le printemps 76. A ce propos il conviendra de se montrer très ferme à l'égard des auteurs de faits délictueux ; des sanctions devront être prises, et la voie pénale de la citation directe employée avec précaution, dans les cas où cela semble possible ».*

● **Accidents du travail :** *« Face au comportement de certains magistrats, certaines voies de procédures sont utilisables (notamment la suspicion légitime), à manier cependant avec d'extrêmes précautions, en liaison avec les services spécialisés de l'U.I.M.M. ».*

● **Réduction du temps de travail :** *« Du fait des intentions gouvernementales dans ce domaine, les réunions paritaires sur la réduction conventionnelle de la durée du travail ont été ajournées sine die ».*

● **Salaires :** *« Les objectifs pour les six premiers mois de l'année sont d'accorder les augmentations dans la limite du coût de la vie »* **(mesuré par l'indice truqué de l'INSEE — NDLR)** *« Il est par ailleurs regrettable que le relèvement des salaires minimaux n'ait pas d'effet sur les salaires effectifs. Dans cette optique il est demandé aux Chambres patronales territoriales de ne conclure aucun accord de salaire en 1976 ».*

Il y a peu de choses à ajouter à ces déclarations qui parlent d'elles-mêmes. Un seul rappel pourtant : vu le miroir déformant de l'indice INSEE, la hausse des prix n'a progressé l'année dernière que de 9,9 % ; l'indice CGT marquait 14,2 % pour la même période...

vie syndicale

A la veille de son Conseil national, la CFDT s'interroge sur elle-même

● Prévu initialement sur des thèmes de réflexion économique, le prochain Conseil national de la CFDT portera ainsi que l'indique le numéro de *Syndicalisme* paru hier sur *« la situation et l'action en fonction des événements récents ».*

Dans son rapport introductif, Michel Rolant contate que *« les partis ont fait preuve d'hésitations, voire de graves réticences à soutenir la CFDT ». On peu se demander,* ajoute-t-il, *si, pendant un temps, ils n'ont pas eu avant tout pour souci de préserver leurs propres intérêts et leur influence électorale, plutôt que de réagir immédiatement à l'attaque contre les libertés. »*

Pourtant, paradoxalement, le Bureau national de la CFDT s'interroge moins sur les difficultés de l'unité et sur la validité de la *« stratégie de l'Union des forces populaires »* que sur *« l'analyse, l'action et le comportement de la CFDT »* elle-même, comme si la direction confédérale n'était pas insensible aux critiques de ses grands partenaires. Ainsi le Bureau national a adopté un texte présenté comme *« important »* dans *Syndicalisme-hebdo,* qui a pour fonction de rappeler la méthode d'analyse propre à la CFDT et à *« garder la maîtrise de la présentation du marxisme faite aux militants CFDT pour en permettre la compréhension critique ».*

D'autre part, si le rapport de Michel Rolant souligne que, face à la répression, la CFDT a fait preuve *« de son unité et de sa vigueur dans la riposte »,* il estime que l'épisode qu'elle vient de traverser lui permet d'*« approfondir un certain nombre de questions :*

— la circulation de l'information à l'intérieur de la CFDT

— la solidité et la permanence démocratique de nos structures collectives de délibération, notamment au niveau local

— l'attitude des partis, groupes, journaux qui veulent utiliser la CFDT comme support de leur stratégie

— la présentation partielle des positions confédérales et leur déformation intéressée

— la préparation, le déroulement et l'exploitation des délibérations confédérales. »

Ces interrogations voilées visent-elles les structures, en particulier les unions locales, qui s'étaient engagées dans le soutien actif au mouvement des soldats ? Visent-elles à entreprendre une « normalisation » idéologique et organisationnelle de la CFDT à la veille du 37e Congrès confédéral ?

RATP : après la grève

■ La grève a été largement suivie
- Au métro, 75 % du personnel
- Sur les bus, 85 % des machinistes en grève.

Pour la première fois depuis des années, on a observé 50 % de grévistes chez les cadres d'exploitation. La CGT et la CFDT estiment, contrairement aux autonomes et à FO, que l'action pour les 104 repos ne devait pas être séparée de la lutte pour les 38 H pour tous (40 H actuellement dans l'exploitation). Pourtant, seule la CGT a appelé toutes les catégories du personnel à partir en grève sur les revendications de la charte CGT- CFDT.

La CFDT a refusé de rejoindre l'action en faisant porter ses critiques sur les manœuvres des Autonomes, la décision bureaucratique de la grève et l'absence de perspectives du mouvement. Mais son attitude, dans la pratique, renforce les hésitations des travailleurs à partir en lutte, notamment après leur expérience de la grève du 5 novembre. Elle a donc affaibli le mouvement, ce qui explique en particulier, la faible participation dans les ateliers (environ 10 %) et les bureaux (moins de 5 %).

Avant l'ouverture de nouvelles négociations, la CGT a proposé aux autres syndicats « de déterminer en commun les objectifs et les formes de la poursuite de l'action ».

Correspondant.

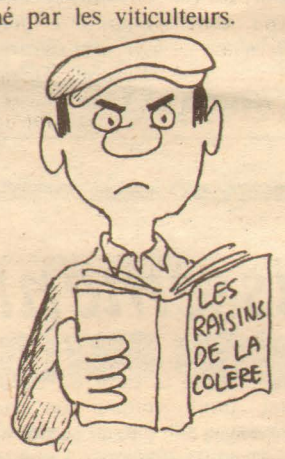
Un office du vin bidon

la colère des viticulteurs

Le 14 janvier, les dirigeants viticoles du Languedoc-Roussillon ont rencontré Chirac, après avoir été reçus par Bonnet le 7. Le gouvernement propose la mise sur pied d'un office interprofessionnel des vins de table, assurant une meilleure connaissance des transactions. Il s'engage à intervenir à Bruxelles, afin que soient modifiés les mécanismes actuels d'organisation du marché au niveau européen. Il reconnait la nécessité de mesures compensatoires permettant de corriger le handicap engendré par les disparités monétaires au profit de la Lire italienne. Le système d'agrément envers le négoce doit permettre un meilleur contrôle des importations.

■ A la sortie de l'entrevue avec Chirac, les dirigeants viticoles ont manifesté leur scepticisme, disant que l'Office du vin, c'était « du bidon ». Si les viticulteurs du midi réclament avec force un office du vin, ils veulent surtout en faire un organisme intervenant efficacement sur le marché, afin de garantir un prix minimum (la distillation et le stockage permettraient de régulariser le marché). Cet office doit contrôler les importations.

Après plusieurs mois de lutte, il n'apparaît pas que les mesures proposées soient à même de répondre au désir d'un revenu décent exprimé par les viticulteurs.



Pourquoi cette situation ?

Les viticulteurs ressentent, depuis deux ans maintenant, la diminution de leur pouvoir d'achat que l'on peut estimer entre 10 et 20 % : de 1970 à 1975, les charges d'exploitation ont progressé de 66 %, le prix du vin a augmenté de 25 %. Nombre de viticulteurs, lourdement endettés envers le crédit agricole, perçoivent un revenu net inférieur au SMIG.

Les négociants, malgré la taxe de 1 F. 13 par hecto imposée en septembre continuent à importer des quantités massives de vins italiens (plus de 500.000 Hectos par mois) au détriment des producteurs languedociens dont le vin arrive plus cher sur le marché et des producteurs italiens à qui le négoce paie le vin moins cher.

Depuis plusieurs mois, des groupes de viticulteurs pratiquent des actions de contrôle à l'encontre des camions citernes ou des chaix de certains négociants, détruisent les vins importés. Le 29 décembre dernier, plusieurs dizaines de viticulteurs audois ont investi les chaix de la SICAV à Toulouse organisme présidé par M. Doumeng, membre du PCF, et soupçonné d'importer des vins italiens.

Les pouvoirs publics cherchent à contenir ces actions. Des gardes mobiles surveillent actuellement les abords de Sète ; des CRS escortent fréquemment des camions-citernes. Autre mode d'action mis en avant par des viticulteurs audois et gardois, et repris par le CRAV : le refus du paiement de l'impôt et du paiement des annuités aux caisses de Crédit agricole, refus aussi de la TVA.

L'action continue

Dès le 6 février une journée régionale d'action est prévue à l'initiative du Comité régional d'action viticole et la CGT régionale.

« Nous ferons appel à tous les méridionaux, puisque nos problèmes sont les mêmes », vient de déclarer à nouveau Michel Romain, porte-parole du CRAV. L'appel aux syndicats de travailleurs est explicite ; un grand rassemblement régional sera vraisemblablement prévu pour le mois de mars.

Correspondant

● *Le mouvement occitan « Volem viure al pais », publie un communiqué dans lequel il invite les viticulteurs à « durcir leur position » et à participer « en masse » à la journée d'action du 6 février.*

« Volem viure al pais » déclare notamment : « Pour obtenir un véritable revenu garanti, le prix minimum de 12,50 F, un office de vin contrôlé par les producteurs il faut continuer la bataille. L'unité entre tous, ouvriers vignerons, commerçants, artisans, permettra de sauver la vigne et le pays ».

« Volem viure al pais » participera à l'organisation de la journée régionale d'action du 6 février.

en bref

● **Contre les sanctions et l'arbitraire de l'administration,** les travailleurs du centre de tri-lettres de Bobigny (93), installé provisoirement à Garonor bâtiment 7, sont en grève depuis le vendredi 9 à minuit. Les jeunes postiers de ce centre, pour qui c'est souvent la première grève sont bien décidés à obtenir le retrait des sanctions frappant la brigade D. Pour soutenir le mouvement, les centres de tri de la banlieue parisienne appelent à rejoindre les grévistes lors de la manifestation qui se tiendra aujourd'hui vendredi à 14 h. devant la direction départementale des PTT, au 140 bd. Montparnasse (Paris).

Correspondant

● **Housty** Ste Livrade (Lot-et-Garonne). Les travailleurs ont repris le travail après avoir mené une grève avec occupation depuis le 23 décembre contre les licenciements. Le patron a cédé mais les ouvriers restent vigilants et ont décidé d'organiser un meeting de solidarité et de popularisation le 23 janvier à la mairie de Ste Livrade.

Correspondant

● **Usinor,** une centaine d'ouvriers de l'usine de Trith-St-Léger, soutenus par la CFDT, ont bloqué hier vers midi la voie ferrée à un passage à niveau. Ils luttent contre le plan de restructuration patronal qui prévoit 2.000 suppressions d'emploi d'ici 1980.

● **Brossette,** (entreprise de métallurgie) a décidé de licencier 157 travailleurs sur 1.600 salariés et sur Marseille (80 personnes) d'en licencier 25. Les travailleurs de l'entreprise marseillaise se sont mis en grève le 5 janvier et occupent depuis les ateliers.

Correspondant

● **Sanderval,** institut de formation d'éducateurs spécialisés, a décidé de licencier quatre personnes, dont un délégué CFDT, et de muter 8 autres travailleurs. L'inspecteur du travail a refusé le licenciement du délégué. Le patron fait appel.

Correspondant Marseille

● **FPA Champs-sur-Marne,** alors que toute activité syndicale est illégale, mercredi 14 a eu lieu à Champs-sur-Marne une diffusion massive de tracts dans le centre de FPA appelant à la prochaine réunion de l'Intersyndicale.

Correspondant

● **Assurances.** Manifestation aujourd'hui des travailleurs des assurances nationalisées et privées à l'appel de la CGT et de la CFDT pour l'augmentation de leur pouvoir d'achat. Au même moment la direction de La Paternelle — où le personnel était en grève en octobre et novembre dernier — a porté plainte pour « vol » contre des militants CGT et CFDT (d'après **AFP**)

● **Renault-Rueil.** Grèves tournantes en cours au Centre de Rueil pour l'augmentation des salaires et la révision des classifications. (d'après **AFP**)

CHIRAC EN BRETAGNE

Le premier ministre Jacques Chirac entame aujourd'hui une visite de deux jours dans les quatres départements de la région économique de la Bretagne : Morbihan, Ile et Vilaine, Côtes du Nord et Finistère. Il est attendu de pied ferme par les travailleurs les paysans et pêcheurs bretons : la réalité de la Bretagne en 1976, c'est 46 000 chômeurs, dont 55 % de jeunes. Ce qui correspond à 9 % de la population active. La colère gronde en Bretagne, et ce d'autant plus que 9 militants bretons, traduits devant la Cour de Sûreté de l'Etat en octobre dernier, sont toujours emprisonnés. Et que, là aussi, les dossiers du juge Gallut sont bien maigres.

■ A travers la Bretagne, ce sont partout les mêmes mots qui reviennent : fermetures d'usines, licenciements collectifs. Il est loin le temps où le pouvoir parlait de miracle économique possible en Bretagne. Dans le sillage de Citroën installé à Rennes, et dans le cadre de la politique de décentralisation, des dizaines d'entreprises, des milliers d'emplois nouveaux avaient été promis dans les années 60. Mais la politique de développement économique de la Bretagne n'a pas, selon la formule consacrée, apporté « les résultats escomptés ». Un exemple la SAGEM (électronique) installée en 1968 à Fougères, devait créer 1 200 emplois. Les notables locaux crièrent victoire. Mais aujourd'hui, il n'y a que 700 emplois à la SAGEM. Et Fougères compte 1 200 chômeurs, sur 10 000 travailleurs.

De plus la crise a durement frappé les principaux secteurs industriels et économiques de la Bretagne, à l'exception de l'agro-alimentaire (élevage industriel, porcs, poulets), où les conditions de travail sont très dures et les salaires particulièrement bas. Il n'y a pas de villes en Bretagne sans lutte des travailleurs contre le chômage. A Saint Malo, par exemple, les 400 travailleurs de la SICCNA (chantier naval) occupent le thonier « Magellan », leur dernière production, depuis 7 mois. Et 158 travailleurs de la SOREF (informatique) viennent d'être licenciés.

A Lorient, le 30 décembre, malgré la « trève des confiseurs », 2 500 travailleurs ont manifesté pour protester contre le chômage et les licenciements dans la zone industreille de Kerpon, « cimetière d'usines ». Cela donne une idée de la combativité des travailleurs bretons. Ils réservent au premier commis de l'Etat un accueil qui n'est pas prévu dans le programme officiel. Même si Chirac fait descendre avec lui les militahts du SAC comme Messmer en 1973 à Rennes, nul doute que les travailleurs bretons feront entendre leurs revendications et leur colère.

Michel

TRIBUNE des luttes

Les travailleurs de l'IMRO (Rouen) sont en lutte depuis quatre mois pour la défense de leur emploi. Ils se sont organisés pour assurer les différents aspects de leur lutte : défense des travailleurs, licenciés, occupation de l'entreprise...) Les camarades chargés des rapports avec les organisations et la presse ont fait parvenir à Rouge ainsi qu'à d'autres journaux, l'article suivant :

■ *Depuis le 28 septembre 1975, nous chômeurs de l'Imprimerie rouennaise, occupons notre entreprise pour exiger la réouverture de celle-ci, le maintien de nos emplois ainsi que le respect de nos droits de chômeurs. Pour nous, travailleurs de l'IMRO, la réouverture de l'imprimerie et le maintien de nos emplois doivent se faire car c'est pour nous la meilleure façon de nous opposer à la politique du pouvoir qui prévoit dans les prochaines années 15 000 à 20 000 licenciements sur les 11 000 travailleurs du Livre que comportent les industries graphiques. A Rouen cela se traduit par un ouvrier sur quatre au chômage, sans comptes que d'autres imprimeries ont de sérieuses difficultés. Pour nous, retrouver du travail dans l'imprimerie semble des plus aléatoires.*

Le pouvoir prévoit, par le biais de la Commission de l'Emploi du 7ème plan, 2000 000 de chômeurs en 1980. Il s'organise donc en conséquence car cette masse de travailleurs sans emploi peut se retourner contre lui. La meilleure façon de les démobiliser est d'en faire « les chômeurs les mieux payés du monde » avec les prétendus 90% et d'essayer de dresser les travailleurs contre les chômeurs. Ce volume de chômage n'est pas gratuit de la part du pouvoir, car cela permet au patronat de semer l'inquiétude chez les travailleurs, car ils réfléchissent à deux fois avant de revendiquer et cela permet au patronat d'imposer ses conditions de travail et de salaire.

Ce « phénomène » du chômage sera permanent dans l'avenir, aussi est-ce la raison pour laquelle nous considérons qu'aujourd'hui l'une des priorités est d'organiser les chômeurs. Unis, les chômeurs peuvent faire pression sur les conditions de salaire et de travail que voudraient leur faire accepter les patrons. Pour nous, chômeurs de l'Imprimerie rouennaise, cela se concrétise par le fait que les maîtres imprimeurs de la région remettent en cause notre organisation syndicale, tentent de mettre en pièce nos conventions collectives, ainsi que nos avantages acquis depuis des années, par un tri au niveau de l'embauche des camarades, etc.

A l'IMRO, dès le début de notre lutte, nous avons créé en plus des commissions propagande, rédaction, I.N.I.A.G., etc., une commission ASSEDIC et une commission ANPE afin de faire respecter nos droits, car avant notre inscription collective à l'ANPE de Rouen, nos dossiers et nos allocations étaient étudiés par une équipe de camarades.

Parallèlement à ces commissions, nous popularisons notre lutte en occupant la cathédrale de Rouen, en occupant les locaux des syndics, en investissant le Conseil municipal de Rouen, en étant présent aux différentes inaugurations où se trouve Lecanuet, etc. jusqu'à aller troubler les belles consciences qui assistent à la Messe de Minuit à la Cathédrale de Rouen pour leur rappeller qu'il y a des chômeurs et cela tout en fêtant, dans l'usine occupée, nos différents réveillons de fin d'année. Nous passons également des annonces collectives dans les journaux dans la vaine tentative de retrouver un emploi car aucune réponse ne se fait, à part que des dizaines de chômeurs se présentent à l'IMRO pour demander... un emploi ! Nous en profitons pour leur expliquer notre lutte et pour leur démontrer que s'organiser, c'est payant. pour montrer la voie à suivre aux autres chômeurs, nous imprimons des cartes de pointage appellant à la solidarité entre chômeurs et travailleurs.

Pour s'opposer au plan du pouvoir et du patronat, il faut que les travailleurs et les chômeurs s'unissent. Seule, notre unité permettra de rompre ses objectifs. C'est ce que nous tentons de réaliser à l'IMRO de Rouen.

Les chômeurs de l'Imro luttent pour le maintien de leur emploi.

Ils recherchent les emplois suivants :1 correcteur préparateur plomb, 7 linotypistes, 2 monteurs couleur, 2 protométreurs, 16 typographes metteurs en pages, dont 12 ayant suivi 1 stage de conversion papier-film, 1 fondeur mono, 1 imprimeur offset, 17 imprimeurs typo, dont 8 ayant suivi 1 stage offset, 2 surveillants de marge, 5 papetiers-massicotiers-relieurs, 1 conducteur assembleuse, 1 massicotier trilatéral, 15 papetières qualifiées, 1 correcteur, 7 ouvriers et ouvrières spécialisés d'imprimerie, 1 employée mécanographe, 6 employées de bureau, 1 comptable analytique, 1 facturière, 1 sténo-dactylo, 1 comptable, 1 chauffeur-livreur, 1 femme de ménage.

S'adresser : Imprimerie Rouennaise, 23 à 27 rue du Pré de la Bataille 76000 Rouen.

Vallourec (Noisy-le-Sec)

EN GREVE DEPUIS LUNDI

Les travailleurs sont en grève pour le 13e mois, 200 F. pour tous, et les 40 H la société Vallourec (17 000 personnes) est solide. Deux luttes menées dans le trust, à Sedan et à Lyon, avaient donné peu de résultats. Les 900 employés de Noisy savent que la bagarre sera dure et prolongée.

■ Noisy-le-Sec se trouve dans la Seine-St-Denis, un des départements les plus touchés par le chômage, les fermetures d'usines, les licenciements. Vallourec y joue un rôle important. Il existe une « Cité Vallourec » où est logée une partie du personnel. La moyenne d'âge est assez élevée. De nombreux militants du parti Communiste sont « passés par Vallourec », mais il existe peu de traditions de lutte dans cette boîte qui n'a pas connu de grève depuis 68. Trois cent immigrés y travaillent. Des militants révolutionnaires se réclamant de Lutte Ouvrière jouent un rôle non négligeable à l'intérieur.

Les délégués CGT, suivis par la CFDT, qui claquent la porte, c'est comme cela que tout commence le vendredi 9. Lors d'une réunion des délégués du personnel, devant l'arrogance patronale, les représentants syndicaux quittent la séance. Ils passent ensuite dans les ateliers et une petite manifestation spontanée éclate à l'intérieur de l'usine. Un débrayage immédiat d'une heure permet aux travailleurs de faire le point. Le directeur, Rolland, descend aussitôt insulter le personnel et exiger la reprise du travail, augmentant d'autant la détermination ouvrière. Dès le lundi une assemblée générale massive décide la grève. Un débat démocratique oppose les responsables CGT et CFDT. Les premiers proposent des grèves tournantes, alors que la CFDT insiste pour une grève de 24 H, reconductible chaque jour. Par 304 voix contre 139, cette dernière proposition est adoptée.

Hier, comme chaque jour, une AG a reconduit le mouvement. Des manifestations de rue se déroulent presque tous les jours, permettant de populariser la lutte. La grève est quasi-totale chez les ouvriers. Chaque matin à 5 H sont mis en place des piquets explicatifs. Mais, face à la détermination patronale, chacun commence à discuter sur la meilleure façon d'aller plus loin. Un tract de la CFDT propose un comité de grève pour associer le maximum de travailleurs à la lutte. L'idée d'une occupation éventuelle de l'usine circule. Cette occupation permettrait de passer au stade de la grève active.

Une question est posée : la CGT, peu présente au piquet explicatif du matin, propose un vote à bulletins secrets pour aujourd'hui sur le type de grève à continuer, et en particulier sur le problème des 24 heures reconductibles. Que cache un tel projet, alors que, jusqu'à présent, c'était l'ensemble des travailleurs réunis en assemblée générale qui se déterminait par un vote à main levée ?

Correspondant.

ROUEN: pas de loyers pour les gérants

« On ne paiera pas les loyers, tant que nos revendications ne seront pas satisfaites ». Ça fait maintenant trois mois que les 300 travailleurs immigrés de la rue Moïse font la grève.

■ Ils étaient traités comme des chiens, entassés à trois par chambre, obligés de payer 15.000 AF pour un lit. Un jour, ils en ont eu assez : quand les gérants (Sada Dia et Gomis Bissontin) ont décidé d'« héberger » des marins en surnombre, dans les couloirs, les salles de télé et le restau, ils ont dit : Non ! Que les marins aient des chambres ou qu'ils quittent les couloirs ! Puis, devant le refus des gérants, ils ont ajouté d'autres revendications sur les douches, le téléphone, la cuisinière et surtout la démission des gérants.

Le consul, un Sénégalais, marche la main dans la main avec les gérants Il amultiplié les menaces : « payez, sinon on vous coupera l'eau et l'électricité ». Refusant toute discussion, il a même envoyé une lettre annonçant sa démission dans tous les foyers (« *C'était pour leur faire peur* » expliquera-t-il par la suite). De son cote, la Prefecture fait un chantage à l'expulsion.

Aujourd'hui, après trois mois de lutte, des signes de fatigue apparaissent. « *Le drame*, explique un délégué, *c'est que nous sommes isolés, nous sommes seuls face à la bourgeoisie, car derrière ces petits mecs de consul et de gérants, il y a le patronat, le capital, le propriétaire du foyer.* » Pour casser cet isolement, ils sont allés distribuer des tracts aux copains d'autres foyers : ils pensent également à constituer des comités de soutien pour faire l'information sur leur lutte. « *Nous voulons de l'aide, sinon on ne s'en sortira pas. De toute façon, nous, on ira jusqu'au bout.* »

Correspondant Rouen

● *Après une campagne de longue haleine, Bechir Arfaoui vient d'être avisé par les autorités françaises qu'il n'était plus question de l'expulser. Il reçoit un simple avertissement. Il s'agit-là d'une victoire pour les militants antiracistes qui s'étaient mobilisés autour du cas de ce militant CFDT du 18e Arrondissement de Paris.*

L'imprimerie bouge

● Le 14 janvier, les travailleurs de l'**imprimerie Sonodium** (héliogravure) de Noyon, dans l'Oise, ont manifesté dans les rues de la ville après avoir décidé la veille une grève illimitée, à l'appel du syndicat du Livre, pour leurs revendications de salaire. (AFP)

● A Nivelles (Belgique), s'est ouvert le procès des militants de la CSC (Conférence des syndicats chrétiens) qui avaient, en mai dernier, détruit les exemplaires du **Parisien libéré** imprimé alors en Belgique par Amaury. La CFDT a demandé leur acquittement. (AFP)

● Mercredi soir, une centaine de travailleurs de l'IMRO (Rouen) ont fait irruption dans les locaux du journal **Paris Normandie.** Devant l'attitude scandaleuse de la presse qui garde le silence sur leur lutte, ils sont venus sur place exiger des explications. Ils ont coincé Wolf, le directeur du journal, un bon moment dans son bureau où se déroula une discussion orageuse. Les grévistes ont fait le tour des locaux du journal en lançant au passage des papillons expliquant leur lutte. Hier, **Paris Normandie** a daigné consacrer quelques lignes à l'IMRO... dont les méchants grévistes avaient causé de la gêne au fonctionnement du journal ! (Correspondant)

les journalistes d'Ouest-France contre les licenciements

■ **Le quotidien régional Ouest-France n'a pas paru le jeudi 15. En effet, 80 % des journalistes ont arrêté le travail 24 heures pour exiger la réintégration d'auxiliaires. Après ce mouvement, la direction semble sur le point de reculer. A signaler une AG massive de 170 personnes sur Rennes, ce qui témoigne de la combativité du personnel. Correspondant.**

société

armée

BIGEARD bavarde

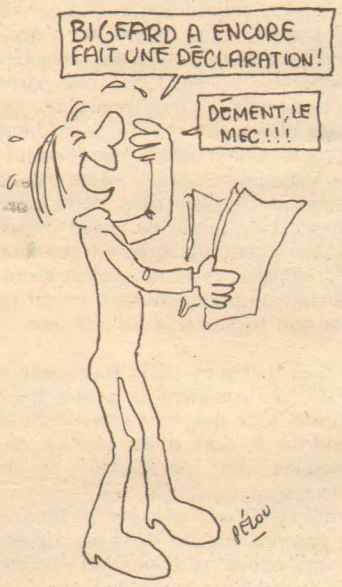
■ L'élocution rendue un peu hasardeuse par un repas bien arrosé, mais néanmoins très en verve, Marcel Bigeard a répondu mardi dernier aux quelques questions que lui ont posé les journalistes de la presse anglo-américaine, lors de leur banquet.

Premier thème développé par le général tortionnaire : « *Le monde libre baisse pavillon* ». Miné de l'intérieur, « *L'Occident sombre, tandis que les forces du Pacte de Varsovie renforcent leur potentiel* ». Bigeard enfonce son clou préféré : « *Nous sommes en guerre, en guerre subversive* ».

Depuis la fin de la guerre froide on n'entendait plus guère ce genre de discours que dans les meetings de l'extrême-droite la plus bornée. Il permet à Bigeard d'enclencher allégrement sur l'enquête de la Cour de Sûreté de l'Etat. « *Oui, il y a tentative de démoralisation de l'armée, une tentative qui se développe depuis dix ans ! Elle a son origine chez les civils, c'est-à-dire les syndicats et les mouvements révolutionnaires* ».

Interrogé sur le vide désespérant des dossiers de l'accusation du juge Gallut, Bigeard affirme péremptoire : « *La Cour de Sûreté de l'Etat aura des preuves à l'appui des accusations* ».

Les preuves, Bigeard *et compagnie* semble décidé à les



trouver en lançant une nouvelle vague de perquisitions et d'arrestations. A Strasbourg, à Montpellier, à Paris. A Ernée, près d'Angers, c'est *Bernard Falguieres*, enseignant dans un CES qui est arrêté en plein cours. Militant du SGEN-CFDT, Falguieres venait d'être libéré de son service militaire.

Mercredi, c'est un autre militant cédétiste, récemment libéré qui est arrêté chez lui à Paris. On murmure que Gallut n'attendrait que le feu vert du gouvernement pour relancer une offensive de grand style ; ce gouvernement que le dernier « remaniement » vient de conforter dans sa politique...

Dans une lettre adressée à Chirac au lendemain des déclarations de Bigeard, la CFDT exprime son inquiétude face aux *possibles « provocations que certains services sont tout à fait capables de pré-fabriquer »*. Elle s'indigne également de ce que selon les propos même de Bigeard, « *L'instruction a été ouverte non à partir de fait jugés criminels mais en réponse à des états d'âme de certains cadres de l'armée* ». Enfin, la CFDT s'inquiète de savoir si les incroyables propos du secrétaire d'Etat « reprennent les propos du gouvernement ».

Dans le cadre de la réponse à ce qui semble bien être une volonté d'escalade du gouvernement, notons (dépêche AFP) « que le groupe communiste de l'Assemblée Nationale tiendra le 21 janvier à II heures 30 au Palais Bourbon une conférence de presse sur la situation deux mois après l'opération gouvernementale à propos de l'armée ».

école

Grève reconduite à Nantes

Commencée à la mi-décembre, la grève des étudiants de Nantes contre la réforme du second cycle universitaire (licence et maîtrise) annoncée par l'ex-secrétaire d'Etat aux Universités, Jean-Pierre Soisson, a été très massivement reconduite le 13 janvier.

Le point de départ avait été l'exclusion le 3 décembre dernier de 36 étudiants de troisième cycle en droit au nom du « manque de place ». Depuis, d'assemblées générales en commissions de travail, la grève s'est étendue aux trois facultés de Droit, Lettres et Sciences, et au refus de la réforme du deuxième cycle dont la publication est annoncée pour ce mois-ci.

De quoi s'agit-il ? Selon Soisson d'insister « *sur la finalité professionnelle des diplômes* » et d'affirmer « *une liaison plus grande entre les responsables des universités et les dirigeants économiques et sociaux* ». Les étudiants de Nantes ont traduit : accentuer la mainmise patronale sur l'université. Un attirail à quatre volets : les dossiers d'habilitation des diplômes, pour être acceptés, devront comprendre « une étude sur les possibilités d'emplois offertes aux diplômés dans les secteurs d'activité correspondants » (article 3 du projet) ; - 20 % des enseignants seront choisis parmi des « salariés » du niveau correspondant à la formation donnée ; des stages professionnels sont prévus pour les étudiants dont la note terminale sera en partie donnée par le patronat ; enfin les commissions d'habilitation comprendront pour un tiers des représentants des « principaux secteurs d'activité économiques, sociales et culturelles de la Nation ».

L'autre aspect de cette réforme est d'accentuer le démentèlement des universités, opposant les « facultés d'élite » aux « facultés-poubelles » : chaque dipôme portera une mention spéciale, il n'y aura plus de cadre national.

A ce projet, les étudiants nantais répondent en réclamant l'ouverture de la fac aux travailleurs, une allocation d'études pour tous, et une formation polyvalente et critique. La grève est très suivie, particulièrement en Sciences et Droit, animée par des Comités de grève élus en AG en Sciences et Lettres. L'animation de la lutte a progressé autour de l'étude du plan de restructuration de l'Université de Nantes. Après des heurts provoqués par la police lors d'une première manifestation le 10 janvier, 3.000 personnes ont à nouveau manifesté le 13 janvier à l'appel des Comités de grève et du SNESup, soutenus par l'UD-CFDT.

Les Assemblées générales qui ont voté mercredi la poursuite du mouvement étaient les plus nombreuses (1.200 en Droit, 900 en Lettres, 600 en Sciences). La bataille pour la réintégration des exclus y a été réaffirmée. Quant à la réforme du deuxième cycle, il s'agit maintenant de populariser l'exemple nantais pour qu'il soit rapidement suivi dans toutes les universités de l'héxagone, et, ainsi, refuser leur soumission aux besoins des patrons.

l'homme des casernes

Lettre de l'intérieur

● Un camarade venant de prendre 60 jours d'arrêt de rigueur sur le simple soupçon d'être membre du Comité de Soldats de sa caserne explique, dans une lettre, le dialogue qu'il a eu avec le colonel au moment où lui a été signifiée sa sanction.

« - je suis arrivé à la caserne en Octobre. Depuis cette date, qu'est ce que ce comité a donc fait ?

- Le Colonel : Rien, mais il existe.
- Mais le monstre du Loch Ness existe aussi.
- Le Colonel : on a des preuves.
- pour le monstre aussi. Il y a des photos. »

Le camarade raconte ensuite que le colon manquant d'humour se met en colère et le met devant le choix suivant :

« soit vous ne reconnaissez rien, et comme nous avons des preuves, c'est la Cour de Sûreté de l'Etat ou alors c'est simplement les arrêts. »

Ce à quoi le camarade répond que si le colon est si sûr que ça de sa culpabilité, il est de son devoir de le faire traduire en Cour de Sûreté. Faut savoir être responsable, non ?

Conclusion (provisoire) : 60 jours d'arrêts de rigueur et une mutation.

De l'arbitraire dans l'armée ? Quel mauvais esprit !

Comité de lutte des objecteurs

● Les 10 et 11 janvier s'est tenu à Roanne le Collectif National des comités de Lutte des Objecteurs (C. L. O.).

C'était l'occasion pour les délégués présents de rappeler que les objecteurs organisés au sein des CLO se considèrent comme des appelés en lutte, et à ce titre, que leur lutte rejoint celle des soldats pour l'obtention des libertés démocratiques.

Les CLO réaffirment leur opposition aux affectations autoritaires (Office National des Fôrets, Bureaux d'Aide Sociale, Secrétariat d'Etat à la Culture) et au décret de Brégançon pour son caractère para-militaire.

Par l'insoumission aux affectations, les CLO luttent pour la suppression de ce décret, dans le cadre d'une lutte contre la militarisation.

Les objecteurs n'échappent pas à la vague actuelle de répression. Denis Rousset d'Angers vient d'être condamné à 2 mois de prison ferme pour délit d'insoumission à l'ONF.

Nous exigeons la fin des poursuites, la libération des inculpés (soldats, civils, insoumis, objecteurs) et l'obtention d'un droit véritable à l'objection.

Collectif National des
Comités de lutte des Objecteurs.

les 7 % ça n'existe pas...

● Mercredi 7 Janvier, notre camarade Toussaint est mort sous sa jeep. « Erreur humaine », « faute de conduite » dit le colonel.

Peut-être, mais n'est-il pas nécessaire de rappeler les conditions dans lesquelles est obtenu le permis militaire.

Toussaint n'avait roulé que 100 kms.

De plus il faut rappeler que ce n'est pas décontracté que l'on conduit ; l'on sait que l'on risque en cas d'égratignure sur la tôle, en cas d'accident, même si l'on est dans son droit, les menaces ne manquent pas à ce sujet !

Quant aux conditions de sécurité, elles sont tout simplement inexistantes : normes de sécurité pour le véhicule et non pour le conducteur. « Pour votre sécurité, vérifiez le niveau d'huile » s'est-on déjà entendu dire. Le port du casque lourd fait peut-être guerrier mais ne protège guère lorsque la voiture se retourne.

Toussaint est mort sous sa jeep...

Ne nous laissons pas endormir par la minute de silence.

C'est en défendant nos droits à de meilleures conditions de sécurité, à une instruction de conduite tenant compte des possibilités de chacun que nous honorerons notre camarade Toussaint.

La hiérarchie a eu peur. On nous a informé, chose rare, le soir même de l'accident, réunion à la CCS, à la CEB; elle voulait aussi désamorcer radio Bidasse, c'est aussi pour cela que vers 22 heures, on nous a obligés à fermer les lumières.

Il ne fallait pas en discuter.

Et, si elle a fait effacer discrètement, le 9 à 7 heures du matin l'inscription sur le train qui doit nous emmener en manœuvres : « un soldat est mort, pourquoi ? pour qui ? », c'est parceque cela traduit bien les questions que se posent l'ensemble des soldats du 153.

Comité de soldat 153°RIMECA Mutzig

Papinsky: 57 ème jour

Instituteur, il est en 1966 promu professeur d'anglais à Homécourt, en Meurthe-et-Moselle. Après un rapport d'inspection défavorable, il est rétrogradé. Dans un pamphlet, « le boui-boui », il vilipendie alors l'inspection. Il est radié de l'Education Nationale.

Aujourd'hui, il en est à son 57° jour de grève de la faim dans l'église d'Homécourt. Le 22 janvier prochain, le tribunal administratif de Nancy statuera sur son cas. En attendant, la solidarité ne doit pas faire défaut. *A Strasbourg*, des enseignants de l'Ecole Emancipée ont manifesté le 14 janvier. Une vingtaine de rapports d'inspection académique ont été brûlés.

A Paris, une première réunion du Comité de Soutien à Papinsky s'est tenue le 14 janvier, qui envoya une délégation le jour même à Europe 1 et RTL. Sous le titre « radiation pour délit d'opinion », le Comité affirme, dans un communiqué en date du 15 janvier, « avoir pris contact avec les organisations syndicales enseignantes » et « exige la réintégration immédiate de Papinsky ». Il « appelle les enseignants et tous ceux qui défendent la liberté d'opinion et le droit au travail, à un *rassemblement mercredi 21 janvier au Métro rue du Bac à 15 H* », et propose que *le 22 janvier les enseignants envisagent « des actions pouvant aller jusqu'à la grève »* : prises de parole, envoi de télégrammes au tribunal administratif de Nancy ».

faites chauffer l'école

● **Attaque fasciste** : ils étaient 40 nervis fascistes, le 14 janvier vers 14 heures, attaquant la faculté de Tolbiac à Paris. Tout l'attirail : casques, manches de pioches, cocktails Molotov et grenades à plâtre. Ils ont traversé la faculté, frappant les étudiants rencontrés au passage, et blessant deux personnes. L'Assemblée Générale de riposte a rassemblé 500 étudiants. Le directeur du centre a décidé de porter plainte contre le GAJ et le GUD.

● **Enseignants du supérieur** : le SNESup, le SGEN-CFDT, l'association Nationale des Assistants en Droit et Sciences Economiques, et la Coordination Nationale des Vacataires de l'enseignement supérieur, appellent à des mobilisations et à une semaine de grève du 19 au 31 janvier, pour obtenir la titularisation des non-titulaires de l'enseignement supérieur et l'ouverture de négociations avec le Secrétariat d'Etat aux Universités.

- LYCEES : REUNION-DEBAT
Le 21 janvier, à 20 H 30 Mutalité, salle C, politique Hebdo organise un débat avec Mesve Jorgensen, auteur du livre « un lycée aux lycéens », première directrice élue par les élèves du lycée expérimental d'Oslo en Norvège. Un film tourné dans le lycée sera projeté.

● **Professeurs de collège** : pour la première fois, les stagiaires des Centres de Formation de PEGC se mobilisent. Les stagiaires du Centre de Tours ont décidé majoritairement de boycotter l'examen de fin de 2° année, le « CAPEGC théorique ». Ils ont envoyé une lettre circulaire à tous les centres.

Le vatican face au péché...

Avec l'approbation de Paul VI, la congrégation pour la doctrine de la foi a publié une déclaration sur « certianes questions d'éthiques sexuelles »...

Trois chapitres : relations préconjugales, homosexualité et masturbation. Traités autrefois d'infâmes, « les homosexuels doivent être accueillis avec compréhension et soutenus, dans l'espoir de surmonter leurs difficultés personnelles et leur inadaptation sociale, est-il écrit. Leur culpabilité sera jugée avec prudence ».

Pour la masturbation, la déclaration tient compte du « jugement plus équitable » de la « psychologie moderne ».

Néanmoins, l'Eglise ne peut suivre les psychologues qui voient en la masturbation un « phénomène normal » chez les jeunes et la considère comme un « acte intrinséquement et gravement désordonné ».

Quant aux relations préconjugales, En dépit des « opinions et des mœurs du monde », **l'Eglise estime que** « la fonction sexuelle n'a son vrai sens et sa rectitude morale que dans le mariage légitime ».

vie quotidienne

urbanisme

Risques d'expulsion pour 56 familles à Paris

la rentabilisation du marais

Un vieil immeuble à double entrée (13 rue Jean Beausire et 16 rue des Tournelles) dans le Marais des loyers anciens (protégés par la loi de 1948) des locataires agés : 50 % ont plus de 70 ans voici le cadre d'une mobilisation qui pousse la quasi totalité des locataires à envahir le samedi 10 janvier à 11 h une agence immobilière 18 rue des Tournelles.

Monsieur le promoteur n'aime pas la visite...

Dans la première quinzaine de Décembre, une douzaine de locataires reçoivent la visite d'un Monsieur Courazier : celui-ci leur apprend que l'immeuble a changé de propriétaire. Il est passé des mains des frères Poulet (médecins, mais peu soucieux des répercussions de leurs transactions sur la santé des locataires âgés) à celle de M. Meglio (en fait Meglio est le promoteur). Courazier affirme que si les locataires partent de leur plein gré ils seront relogés ou dédommagés par M. Meglio ; sinon... on « les aurait au tournant ». Promesses, menaces, c'est la méthode habituelle des démarcheurs-videurs.

Le Marais n'en est pas à sa première affaire immobilière. Les locataires ont des raisons de s'alarmer. Un appartement de l'immeuble, vide, a été rénové : petits carreaux aux fenêtres, style « place des Vosges » poutres apparentes au plafond... Le but est évidemment de transformer l'immeuble en un immeuble de style dont les appartements seraient vendus ou loués au prix fort. Pour beaucoup d'habitants de l'immeuble une hausse de loyer serait une expulsion déguisée. Un monsieur de 74 ans a été relogé il y a trois ans par le même M. Méglioet il vaencore devoir déménager !

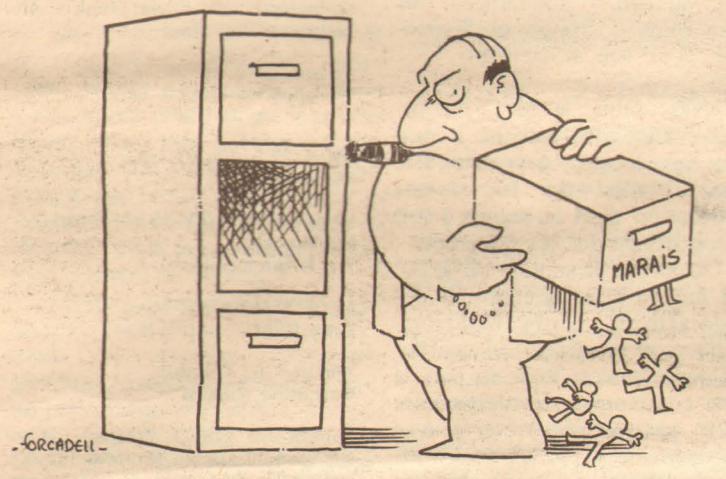
Mais le Marais n'en est pas non plus à sa première lutte de locataires, les habitants ont décidé de réagir sans attendre. Ils ont constitué un comité de locataires ; une lettre-pétition circule, 3 « foyers » seulement refusent de la signer. La lettre réclame des explications et des garanties. Les locataires veulent la porter au promoteur, tous ensemble.

« A votre service »

Le 10 janvier à 10 h 30, une quarantaine de locataires se rassemblent dans la cour ; avec eux le comité de soutien (PSU, PCF, CFDT, Confédération nationale des locataires, Confédération générale des Locataires, Groupe d'action Recherche, Comité des Habitants du 3°, Comité des Résidents d'Ivry, Front des Artistes plasticiens) et deux conseillers de Paris (PC, PS).

Une voiture banalisée stationne déjà devant l'immeuble. A 10 h 55 un policier en uniforme vient jeter un œil dans la cour. Tous le regardent avec étonnement. « C'est la police, à votre service ».!, signale-t-il, non sans humour avant de disparaître.

A 11 h les locataires sont dans l'agence du groupe P.E.R.I. Meglio, le promoteur arrive, furieux, et s'indigne de l'impolitesse des gens qui viennent en masse et sans prévenir. « Personne ne nous a prévenus de la vente de l'immeuble » répliquent les locataires. Meglio refuse d'écouter



la pétition, accepte, refuse à nouveau, rentre dans son bureau, ressort, repart, un car de flic s'arrête devant la porte, Meglio, s'affole, ça va tourner au scandale, il se précipite vers la porte, gesticule, le car s'éloigne, il crie « c'est un hasard »... Rire général. La panique du promoteur s'oppose au calme des locataires qui refusent de transiger : il doit écouter la pétition et s'expliquer **devant tout le monde**.

Un bon promoteur

Conscient de la combativité des locataires, Meglio se résigne à s'expliquer publiquement. Alors commence un numéro qui ne manque pas de talent. Il s'agit de prouver à tous ces « braves gens » qu'il est un promoteur honnête, rareté, il le reconnait dans la profession. Nous voici donc informés qu'il est sans doute le seul promoteur de Paris à rouler en voiture d'occasion (il ommet de préciser qu'il s'agit d'une Mercédes coupé gris métallisé !) il énumère toute une série d'affaires qu'il a menées à bien, au contentement de tous, pendant ses 20 ans de métier. En fait il a toujours eu le souci du « cœur des gens ». Son projet est limpide et inoffensif (pendant qu'il parle deux individus musclés entrent et vont se poster dans le couloir des bureaux... des employés ?)

— il est promoteur d'une société où il a des intérêts, le nom de la société ? Non, il refuse de le dire.

— il se propose de rénover tous les appartements libres, le prix des loyers ? Non, il refuse de le dire.

— il se bornera pour le reste à installer WC-salle d'eau et cour-jardin. Un devis descriptif des travaux avec engagement de ne pas dépasser le temps prévu ? Non, il n'en est pas question, son projet peut évoluer...

— discuter avec les locataires assemblés ? Non, franchement ça le fatigue, il n'a pas que ça à faire ! On a qu'à lui donner deux ou trois noms, « les plus doués » (ben voyons). D'ailleurs il ne le cache pas « toute cette réunion me déplait... Vous faites du raccolage politique ».

Rester mobilisés.

La discussion avec Méglio marque un recul des spéculateurs, Méglio a reculé verbalement sur le projet initial décrit par son exvideur (« A ce jour, monsieur Courazier n'est pas mandaté par moi »... ce que c'est que d'être trop zélé !) : destruction et rénovation complète de l'intérieur de l'immeuble. Il est maintenant obligé de modifier ses projets en fonction de la mobilisation des habitants.

Rassurer et diviser sont ses premiers objectifs, endormir les locataires par des promesses tout en expulsant ceux qui sont légalement en situation irrégulière... en attendant de s'attaquer aux autres un par un en les plaçant à leur tour en situation irrégulière avec des hausses de loyers qu'ils ne pourront payer, jouant sur la lassitude de personnes âgées, faisant de chaque cas un cas individuel...

Tolérer une seule expulsion, sous quel que prétexte que ce soit, c'est pour les locataires accepter leur propre expulsion, un peu plus tard.

Les habitants ont su rompre leur isolement en intéressant la presse à leur lutte, ils continuent dans la même voie par la préparation d'un journal d'immeuble ; ils auraient tout à gagner d'un contact avec les autres locataires du Marais qui se sont trouvés, se trouvent ou se trouveront face au même type de menace.

LE N°4 D'HANDICAPES MECHANTS, le journal des comités de lutte des handicapés est paru. Ce journal se propose de lutter pour l'autonomie physique et financière des handicapés, contre toutes les formes de ghettos, contre l'exploitation patronale, pour le droit au travail sans discrimination.

Au sommaire :

— La charte des internés

— La médecine chez Ford

etc,etc.

Secrétariat Charly Koskas
7 Rue de Cambrai 75019 Paris

sport

France-Ecosse « On » a gaga !

Samedi dernier, sur les trois chaînes de télé, la concurrence est oubliée : rugby pour tout le monde ! Si vous n'aimez pas ça, il vous reste le ciné, la marche à pied...

L'enjeu est de taille : l'équipe de France saura-t-elle confirmer ses victoires récentes sur l'Argentine et la Roumanie ? L'enjeu est NATIO-NAL. Dans nos chaumières, nos salons, nos cuisines, nos cafés, résonnera... la Marseillaise. N'est vraiment pas tout à fait normal celui que n'émeuvra pas le spectacle de « nos 15 gaillards » chantant à pleins poumons notre hymne national en terre écossaise.

Sur A2, c'est la doublette Albaladejo-Couderc qui commente. Le premier, ancien international de rugby, est dans le rôle de l'expert, du technicien. La tâche du second, c'est de faire monter la vapeur. Sacré « grand sorcier de la télé-rugby », il est passé maître dans l'art de dramatiser le jeu.

Présentant les joueurs, il monte en épingle une phrase attribuée au capitaine-pilier écossais : « *Je frappe d'abord, je m'explique ensuite* ». Evoquant la colonie des supporters français, bonnets tricolores, bérêts tricolores, écharpes, pull-overs tricolores qui s'agite et boit à la régalade dans son coin des tribunes, il joue habilement sur la corde sensible du nationalisme folklorique... A la mi-temps, il dira avec une pointe de regret que « *le match n'a pas été assez engagé physiquement* ».

Son succès tient à cela : il exprime en toute simplicité devant des millions de gens la violence refoulée produite par la vie quotidienne capitaliste... Pacificateur des révoltes, canalisateur des angoisses solitaires : sus aux anglais, sus aux écossais, « on » les aura, « on » a marqué l'essai : à ce moment là, des millions de corps se sont relâchés, détendus, les visages se sont éclairés d'une jubilation trouble !

La presse avait tenu à présenter ce match comme une sorte de contre-épreuve de celui de janvier 75 (à Colombes), affrontements les plus brutaux du dernier tournoi des cinq nations. Les responsables des deux équipes avaient dû tempérer les ardeurs ; il y a des limites que le sport ne peut dépasser : la violence est inévitable sur le terrain, elle est inscrite dans la logique de la compétition, mais pour jouer son rôle de défoulement social contrôlé, le spectacle doit rester dans certaines limites, celles que l'arbitre est chargé de faire respecter : *c'est l'équilibre de la terreur.*

Et finalement, « on » a gagné ! Dès le lendemain, c'est le déferlement d'enthousiasmes assez révélateurs ; dans l'*Equipe*, le très réactionnaire Jacques Goddet s'exclame : « *Aujourd'hui, les entraineurs se sont emparés du jeu, le décortiquent en équations, établissent leur manuel scientifique, l'examinent en laboratoire et vont bientôt le passer sur ordinateur... C'est moins rigolo, mais, incontestablement, ça produit* ».

Eh oui, « ça produit » ! Toutes les équipes de rugby s'y reconnaîtront... mais aussi les équipes du matin, les équipes de nuit, les équipes d'atelier, les équipes de tourneurs... en un mot la grande Equipe France, unie dans un même effort !

Et plus loin, Goddet triomphe : « *La partie fut donc plus sévère que belle... Dans les fantastiques entremêlements de cette action, dans les efforts herculéens déployés, dans cette apparente confusion sauvage, l'ordre pourtant régnait, issus de l'obéissance aux règles fixées, fait du devoir accepté* ».

Sévérité, ordre, obéissance et devoir. Goddet parle d'or. Il met la compétition sportive à l'unisson de l'ordre giscardien.

5 femmes au gouvernement : « La beauté, l'élégance et la capacité »...

Le Parisien Libéré consacre sa dernière page à deux grandes photos des « nouvelles ministresses » ; les journalistes se ruent sur Madame Alice Saunier-Seité à sa sortie de l'Elysée, non pas pour lui demander ce qu'elle pense de la grève étudiante à Nantes, mais ce qui l'a amenée à venir en pantalon au Conseil des Ministres ; les dépêches AFP accordent autant de place au plan de relance et au dit pantalon...

Giscard en « féminisant » son gouvernement, marque des points à bon compte.

Veil, apparaît comme la femme courageuse et tenace qui fit passer la loi sur l'avortement au Parlement. Et ceci, même après l'affaire de la Sécurité Sociale. Giroud, reste pour beaucoup une féministe au gouvernement qui traque l'inégalité jusque dans les feuilles d'impôts, qui reçoit la Ligue du Droit des Femmes, et promet d'agir en faveur des femmes battues.

Veil et Giroud ont contribué largement à l'image de marque du gouvernement. Pourquoi ne pas continuer à exploiter le filon ? Il offre plus d'un avantage.

- Il renforce l'aspect jeune et libéral du régime. Certes Christiane Schrivener et Alice Saunier ont 50 ans, mais la presse s'étend sur leur aspect jeune et dynamique. « Dans la politique dite de changement voilà du moins une évolution souriante » peut-on lire dans Le Parisien.

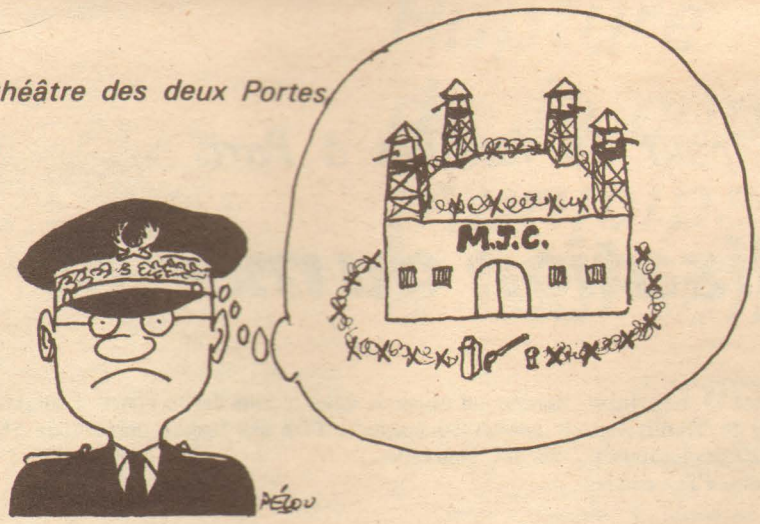
- Il renforce l'aspect sérieux et technicien du régime. Tout le monde sait que les femmes ne font pas de politique. Même au gouvernement l'image demeure : condition féminine, santé, consommation, enseignement préscolaire, condition pénitenciaire (femmes, infirmières, ménagères, mères, assistances sociales), les femmes au gouvernement s'occupent du cadre de vie. Seule Giroud, connue comme réformateur échappe à l'image d'Epinal.

-C'est un argument électoral qui porte auprès de 53 % du corps électoral.

m.j.c

MJC Jehan Rictus, MJC Porte de Vanves, MJC théâtre des deux Portes

LE PREFET ASSASSINE



La bourgeoisie n'avait pas supporté le rôle important des lieux de discussion, d'échange, en un mot de prise de conscience, qu'avaient joué les maisons de jeunes et de la culture durant mai et juin 68. Reprendre en main, mettre au pas ces équipements dont la raison d'être ne doit être que la diffusion d'une culture au rabais, l'exercice d'activités soporifiques — enfin tout faire pour éviter que les jeunes et les travailleurs se posent de vraies questions — fut l'objectif principal des représentants du pouvoir depuis plusieurs années.

Sur Paris, les MJC adhéraient à la Fédération régionale des MJC, elle-même adhérente de la Fédération française des MJC. Peu à peu, la FRMJC va perdre tout pouvoir, tout rôle réel ; elle sera littéralement chassée de la capitale.

Dès 1970, les MJC parisiennes auront à choisir :

— rester autonomes et, fonctionnant comme association selon la loi de 1901 avec un conseil d'administration représentatif de l'assemblée générale des adhérents et refuser toute compromission avec la Préfecture : cela signifiait la disparition pure et simple : exemple de la MJC Jehan Rictus démolie au bulldozer !

— subir les diktats de la Préfecture, en échange de subventions dérisoires !

De 1970 à 1973, une à une, les MJC vont être contraintes de passer « convention » avec la ville de Paris.

Celle-ci impose notamment la mise en place d'une commission de contrôle et de coordination pour chaque MJC, composée paritairement entre les représentants des MJC, encore élus, les conseillers de Paris et l'administration de la ville. Son rôle : surveiller l'utilisation des deniers publics. D'autre part, la convention remet directement en cause l'autonomie des MJC quant à l'embauche et au licenciement de leur personnel ; un « agrément » du Préfet sera nécessaire pour le personnel de direction. Agrément sans condition précise, naturellement, basé sur des enquêtes de basse police !

Sur les seize MJC ou Centres de jeunesse que compte la capitale, trois demeuraient « démocratiques », c'est-à-dire, malgré la convention, gérées par un conseil d'aministration élu. Parmi elles, deux connaissent aujourd'hui les coups du Préfet.

Les points communs de l'attaque résident d'une part dans l'application de la convention, d'autre part dans la volonté de reprise en main des équipements socio-culturels par les larbins du régime giscardien.

● A la MJC de la Porte de Vanves (Paris 14e), embauché « normalement » par le conseil d'administration de la MJC, le directeur se voit refuser l'agrément du Préfet, sans motif clair. Il s'agit d'une attaque contre la liberté d'opinion politique et syndicale des travailleurs. En effet, le dossier fourni par les valets de Ponia comporte sans doute des renseignements intéressants : militant politique, responsable syndical, etc. Le conseil d'administration se trouve devant le choix : licencier... ou, privé de fonds de fonctionnement, attendre l'arrivée des bulldozers !

● A la MJC-Théâtre des Deux Portes (46 rue Louis Lumière, Paris 20e), la ville de Paris est passé à l'attaque. En conflit avec la Préfecture depuis deux ans, la MJC est expulsée de ses locaux par une décision préfectorale, ainsi que par le Conseil de Paris. La Préfecture invoque une mauvaise gestion... voire un détournement de fonds.

Quelle est la véritable raison ?

La plus importante MJC de Paris par son rayonnement, par ses activités de création culturelle déplaisait : animée notamment par des militants du PCF, elle représentait pour le pouvoir une certaine gangrène dans son appareil culturel. Il est vrai qu'une intense activité de création a vu le jour aux Deux Portes. Pour le PCF, les Deux Portes, par delà son réel travail sur le 20e, illustre symboliquement ce qu'il serait possible de faire avec un gouvernement de gauche.

Concrètement, aux Deux portes, que se passe-t-il ?

Un immense écho doit être fait sur cette affaire. Dès la décision d'expulsion, les adhérents les plus combatifs ont créé un comité d'adhérents, autonome du conseil d'adminitration de la MJC. De façon unanime, l'assemblée générale de la MJC a voté la plateforme suivante :

1. Maintien de l'association dans ces locaux.
2. Soutien concret au conseil d'administration dans sa politique culturelle et dans sa gestion.
3. Soutien de toutes les catégories de personnel de la MJC contre leur licenciement imposé au conseil d'administration par la Ville de Paris.
4. Exiger que les subventions soient débloquées pour un fonctionnement normal de la MJC.
5. Maintien des activités dans leurs locaux.
6. Soutien solidaire aux « Athévains », troupe professionnelle, pour son relogement.

Aujourd'hui, la MJC est occupée par les adhérents. Le 20 janvier, les locaux devraient être vides. Il n'est pas sûr qu'une « évacuation dans la dignité » soit ce que décideront les adhérents.

Un comité de soutien sur le 20e s'est mis en place. L'ensemble des associations, organisations politiques et syndicales du quartier sont représentées. Pour sa part la Ligue communiste révolutionnaire du 20e, pas encore représentée à ce jour, souhaite y participer. En effet, par delà les divergences sur les conceptions de l'éducation populaire, sur la diffusion culturelle présentes dans le mouvement ouvrier, un soutien massif et unitaire s'impose pour faire reculer le pouvoir.

Une série de journées de soutien sont programmées, il importe qu'elles soient un succès !

A.B.

programme de soutien du 15 janvier au 15 février

droit d'entrée : 15F
adhérent» 6F
enfants : 3F

Vendredi 16 à 20h 30, Spectacle : **Albert et sa fanfare**
dans leur nouveau spectacle.

Samedi 17 à 14h 30 : Enfants
Mrionnettes **Boris Dolgoff**
« La grande forêt et le petit garçon

Mardi 20 à 20h 30 : Chanson
Martine Sarri

Vendredi 23 à 20h 30 : Cinéma
Films inédits
de Bernard Loyal, Olivier Douyere, Art Segroune. Prathefilm

Samedi 24 à 14h 30 : Enfants
Marionnettes **Francis Jolit**
« Le cirque de Francis »

Mardi 27 à 20h 30 : Jazz
Moravagine

Vendredi 30 à 20h 30 : Théâtre
Maïakovski
Par le groupe Rosta

Mardi 3 à 20h 30 : Mime
Yves Riou

Vendredi 6 : Chanson
Catherine Ribeiro

Samedi 7 à 14h 30 : Enfants
Compagnie Lucien Morisse
« Monsieur Tut Tut »

Samedi 7 à 21H : Cabaret
Rigole Léon
atelier théâtre chanson

Mardi 10 à 20h 30 : Jazz
Confluence

Vendredi 13 à 20h 30 : Théâtre
Théâtricide
où ces gens peuvent-ils donc courir ?

Tous les soirs de la semaine, activités et animation.

à voir, à entendre en vrac ...

● Le 17 janvier, au **Théâtre Mouffetard**, bourse d'échange de disques de jazz à 14 heures. Les échangeurs auront une entrée gratuite pour le spectacle de Michel Roques.

● Le 25 février, à 14h 30, la **Compagnie le Bus** présente son dernier gala pour trouver une salle à la suite d'une expulsion (76 rue Mouffetard, réduction aux porteurs de Rouge).

● Au Théâtre de la Ville, à 18h 30, **Una Ramos**, un homme des Andes nous initie à l'art de la Kena, flûte indienne. Ce n'est pas du folklore préfabriqué, un spectacle à ne pas manquer.

● Le 7 février, à la Maison Pablo Neruda de Bagnolet, l'**Ensemble Jacqueline Ritchie** présente un s Spectacle de musique médiévale. De la musique de musée, sortie de la naphtaline.

● **Magma Live.** Disque qui marque l'apogée d'un groupe qui exprime les problèmes de la musique en France, par son histoire et par sa production musicale.
● **Magma** en concert vendredi 16-1 19h et 21h 30 à la Porte Maillot.

● **Disque** : Pierre et le Loup en pop. Introduisant plein de bons musiciens : Chris Spedding, Eno, Keith Tippet, Stéphane Grapelli, Manfred Man, Gary Brooker, etc.

Donation KANDINSKY

● Le musée national Georges Pompidou lorsqu'il s'ouvrira dans moins d'un an, comprendra l'une des plus belles collestions d'œuvres de Kandinsky. Mme Nina Kandinsky, veuve du peintre russe, mort à Paris en 1944, a donné au Centre Georges Pompidou quinze tableaux et quinze aquarelles dont la fameuse première aquarelle abstraite de 1910 qui marque un moment décisif de l'évolution de l'art européen.

Les Shakers au musée des arts décoratifs.
● **Le style de vie, l'esthétique et les meubles construits par les Shakers — cette secte chrétienne installée en Amérique depuis presque deux cent ans — méritent une place à part dans l'histoire des arts décoratifs.**

Ann Lee et ses adeptes instituèrent un fonctionnalisme qui s'étendit aux meubles. Ils réalisèrent dès 1840, des sièges d'une simplicité, d'un dépouillement, d'une élégance de dessin qui en font les véritables ancêtres du design. Le musée des arts décoratifs présente, jusqu'au 29 mars, une large sélection des réalisations des Shakers. Le catalogue, les panneaux de l'exposition retracèrent l'histoire de ces communautés en voie de disparition : il n'en existe plus que deux en Amérique, qui n'acceptent plus de nouveaux membres.

AFP-RM 07.43

cinema

Les dents de la mer

suite de la page 1

L'on a dit : « C'est un film de catastrophe » — entendant par là qu'il profitait de l'engouement pour ce genre de films. Mais cet engouement (réel : la **Tour infernale** fut aussi un très gros succès public) n'a pas été constant ; la mode du film-catastrophe s'épuisait. Et puis, il y a certes des parentés, mais le film se rattache aussi bien à d'autres genres.

Dans une station balnéaire proche de Cape Cod (côte Est des Etats-Unis) une jeune baigneuse est tuée par un requin. On est veille du 4 juillet, la petite ville attend l'afflux des touristes et baigneurs. Le maire et les notables font pression sur le flic honnête pour qu'il ne « sème pas la panique ». Mais le requin tue de nouveau. Après que la collectivité a pris conscience du danger, le flic part avec un vieux pêcheur et un jeune océanographe pour essayer de détruire le requin ; ils y réussiront après une lutte longue et meurtrière. Deux films en un : la première partie est une étude de mœurs, avec une satire pas méchante et traditionnelle (le flic honnête contre les bourgeois égoïstes), la seconde est la peinture de la seule lutte des trois hommes contre le danger. On reconnaît certes le schéma de fabrication de la **Tour infernale** ; mais le film s'apparente aussi au filon d'épouvante classique ainsi qu'au film d'aventures viriles (**Le vieil homme et la mer, Délivrance**). On n'ira pas jusqu'à citer **Moby Dick**, encore que les auteurs y aient sûrement pensé, les personnages parlant du « grand requin blanc ». Ce qui frappe, en tout cas, c'est à la fois la parfaite réussite de l'entreprise — le produit fabriqué est d'une efficacité à toute épreuve, la machine à produire les émotions fonctionne sans à-coups, on est ému, amusé, terrifié, exactement à la seconde où c'est prévu — et son relatif manque d'ambition. Car enfin, l'on a déjà vu de grosses machines affronter le public avec des buts commerciaux évidents — et pourtant des ambitions. Les quatre dernières bandes mentionnées, par exemple, n'en étaient pas dépourvues. Mais les **Dents de la mer** paraissent avoir surtout écrémé ici ou là des trucs, et les avoir utilisés fort habilement.

Pourquoi ce succès ? comment relier l'atmosphère de crise actuelle avec les recettes massives de films « inquétants » ? L'analyse des films du temps de la « grande crise » d'avant-guerre ne nous donne pas d'indications bien précises ; d'autres phénomènes interfèrent (début du parlant, présence des « grandes compagnies ») qui n'ont pas leur équivalent aujourd'hui ; tout au plus peut on noter la fréquence des thèmes angoissants (films catastrophes, **Exorciste, Trois jours du Condor...**), et attendre que la sociologie nous offre des instruments de mesure plus précis pour identifier, même après-coup, les causes d'un succès si bruyant.

P.L.T.

Nationalité Immigré

(cinéma 14 juillet)

Quand vous remplissez des questionnaires, il y a une ligne : Nationalité. De fait, il n'y a pas plusieurs réponses : ou vous êtes français, ou vous êtes... Immigré.

Si vous êtes immigré, vous pouvez aller voir votre histoire et votre vie au cinéma dans Nationalité : Immigré. Si vous êtes français, allez voir l'histoire de vos voisins, c'est toujours utile. C'est Sydney Sokhona qui vous la montre, et il la montre bien, car ça été, et c'est la sienne. Elle n'est malheureusement que trop classique : un africain arrive à Paris, il doit payer le passage clandestin, se faire une place dans un foyer-taudis, se faire rouler, débourser des sous (empruntés) pour trouver du travail etavoir ses papiers.

Tout en ayant fait un film fondé sur la sensibilité du vécu, au delà de l'image, Sydney Solhona explique aussi pourquoi et à qui profite tout cela. Il nous montre à quel point les immigrés sont pris au piège : ou complètement marginaux, rejetés, ou s'intégrant plus ou moins (et encore n'est-ce qu'une illusion puisque le racisme subsiste), au prix de l'abandon de toute identité culturelle et nationale.

Mais les immigrés commencent de plus en plus à prendre en charge la lutte pour changer leur condition. Le film retrace toute la lutte des travailleurs du foyer Riquet dans le XIXème, leur prise de conscience progressive aussi, du fait qu'ils n'ont pas grand chose à perdre et beaucoup à gagner.

Allez voir ce film parce qu'il a besoin de soutien. Fait sans beaucoup d'argent, sorti sans beaucoup de publicité, il fait parti des films qui n'ont comme avantnge d'être intéressants et instructifs, et c'est malheureusement un avantage bien maigre pour un film dans cette société.

E.F.

● **Nelly Kaplan, (la fiancée du pirate) qui entreprenait la mise en scène d'un film dant le thème est l'adolescence fougueuse d'une jeune bourgeoise suisse, vient de se voir bloquer les crédits par la production, vu les dangers d'interdiction du film aux moins de 18 ans.**

arts etc.

musique

Un livre, un disque

le retour de Bob Dylan

« Hurricane », c'est le titre du nouveau 45 tours, sorti avant l'album 33 tours, façon de marquer une nouvelle volonté d'avoir un impact de « masse », de retrouver ce contact avec tous ceux qui, sans s'intéresser à Bob Dylan jusqu'à collectionner ses disques, peuvent être touchés par un « succès ». *« Hurricane »*, c'est l'histoire du boxeur noir Rubin Carter, militant des droits civiques, accusé de meurtre en 1966 et emprisonné à la veille du championnat du monde. Retrouvailles avec des textes partisans, ceux-là même des débuts qui avaient fait de Dylan le porte-parole malgré lui d'une génération contestataire ; porte-parole fuyant, provocateur jusqu'au reniement, jusqu'à ne rien répondre à tous les bruits qui ont couru quant à ses actions dans des usines d'armements et de napalm, quant à son sionisme militant. « Trahison assumée par refus du rôle de maître à penser qu'on lui collait sur le dos, refus du rôle paradoxal de star de la contestation couronnée par le show-business. Ce mythe est tombé, heureusement, et c'est à Dylan lui-même qu'on le doit, qui exige d'être entendu comme un chanteur, un poète, un musicien et non comme un ersatz de « leader » politique.

Ce n'est qu'après être revenu sur scène, l'été dernier, dans les petits clubs de New York, qu'on a pu le revoir dans une manifestation de soutien aux réfugiés chiliens. Autant il était infantile d'attendre de tous ses textes qu'ils soient un discours politique explicite, et de passer au nom de cette simplification à côté de ce qu'ils expriment quant à la perception du monde, à côté de ce que le poète nous dit sur des moments précieux de communication, de contact avec des gens, des femmes, une ville, sur les étouffements de la vie quotidienne, autant nous ne sommes pas indifférents à ses prises de position politiques sans nous interdire de les critiquer ou d'en être heureux pour les plus récentes.

Mais Dylan, qui a encore rassemblé plus de 700.000 spectateurs dans la grande tournée avec « The Band » en 74 aux USA (retransmise dans l'album *« Before the Flood »*) est surtout le phénomène essentiel de la « rock-music », pas plus en avance sur le chemin de la révolution que les foules américaines qui se reconnaissent en lui ; il est seulement le poète de leur radicalisation.

La traduction de ses textes de chanson et de commentaires sur des albums (notamment le très beau texte de l'album *« Joan Baez II »*) vient d'être publiée en édition bilingue (1). Gros bouquin de 450 pages qui couvre la période 1963-1972, depuis les « protest-songs » jusqu'aux albums plus intimistes comme *« New morning/Matin neuf »* nettement moins intéressants, pêchant par sentimentalisme, un côté fleur bleue, des sujets anodins qui ne décollent pas. La qualité de la traduction, les dessins qui sont d'une façon brisée, distordue (voir les pochettes des disques *« Self portrait »*, *« Planet Waves »*) font de ce livre à la fois un objet pour le plaisir et un instrument indispensable pour qui aime Bob Dylan.

J.L. RIDE

(1) Bob Dylan - Ecrits et dessins. Edition bilingue - Seghers. 55,20 F à la Librairie rouge.

un dessin de Bob Dylan

A la Cartoucherie de Vincennes

Vendredi 16 : Soirée culturelle sur le Portugal.

19H : Exposition (dynamisation du MFA, peintures murales)
Exposition sur l'ensemble du matériel ayant servi au soutien (montages, photos, affiches...)
20H » Film de Kino-Pravda sur Republica et Radio-Renaissance. Débat.
Sketch du comité 11e-12.
Réalisation durant la soirée d'une peinture murale.
Montage vidéo à partir d'extraits de films sur le Portugal.
22H : Buffet.
22H 30 : José Alfonso, Francisco Fanhaïs, chanteurs.

Samedi 17 :

14H : Présentation des délégations : Piron, Lip, Darboy, Annonay, Chausson, Collectif du Livre, PTT, hôpitaux...
15H : Exposition des différentes activités culturelles des délégations.
18H : Buffet, Forum : synthèse des débats, bilan, perspectives.
20H 30 : Sketch des employées de maison.
21H 30 : Mass Dévia.

Dimanche 18 :

Les travailleurs des délégations invitent les artistes qui sont intervenus dans leurs luttes, à débattre de leurs relations réciproques.
Groupes culturels : les « Quinziémards », Celluloïd (Brest), Rézo Zéro, CLAC de Clermont Ferrand, groupe culturel du Havre, les « amis de la Canaille », et les organisateurs.

Rock on No Mad

Tous les dimanches de 14h à 24h à l'Elysée-Montmartre.

La famille « No Mad » on commence à connaître. On sait que ça touche à la musique et qu'elle a entre autre participé à l'organisation de la fête de Rouge.

Maintenant toute son activité se concentre sur une salle plus connue pour ses shows Nu intégral ou ses matchs de catch : l'Elysée Montmartre au Métro Anvers, à deux pas de Pigalle. Comment la musique, et pas n'importe laquelle, a pu atterrir là, et surtout, arrivera-t-elle à s'y installer ?

Car le projet est que chaque dimanche, de 14 heures à minuit, le jour de relâche de « Histoire d'oser », l'Elysée-Montmartre devienne un centre musical où musiciens vivant plus ou moins en parallèle du showbiz officiel puissent s'exprimer.

C'est ainsi que dimanche dernier, on a pu écouter :

- Mahjun et Plat du jour : deux groupes français qui ont rarement les moyens de s'exprimer sauf dans les MJC ou les fêtes parallèles.
- Tim Blake et sa Crystal Machine, issus du groupe Gong, un de ceux qui a construit le circuit MJC grâce à une musique joyeuse et rêveuse.
- Un super-bœuf qui a prouvé une fois de plus que le rock peut être très favorable à l'improvisation.

Une salle malheureusement clair-semée a apprécié la musique, prouvant que le projet de No Mad était valable. Les problèmes techniques et le déficit de la première journée ne peuvent que nous amener à soutenir cette tentative. Même si en sortant de la salle on retombe sur la dure réalité d'une baraque foraine où une présentatrice vante les mérites de quatre strip-teaseuses à la parade...

La musique fera la salle.

Archie SHEPP en France

A. Shepp (ts) C. Greenlee (tb) D. Burell (p) C. Brown (b) B. Harris (dm) N Defense (pc).

● Un événement. Le concert prodigieux de Massy était un avant-goût de cette tournée. Ne pas chercher ici — pas plus qu'ailleurs — à réduire sa musique au discours révolutionnaire du bonhomme. Mais plutôt : impossible de rester passif face à un tel déploiement de séduction. Une séduction qui n'a rien à voir avec les compromis commerciaux (tout se joue, là, devant nous). Séduisante cette musique parce que semblable à la vie — sans rien déguiser de ce que la société y impose de violence et d'oppression. Encore faut-il aimer la vie. Si c'est ton cas, tu peux tout plaquer, boulot et le reste. Et suivre Shepp à la trace dans sa tournée française : Lyon, le 16 janvier, Annecy le 17, St-Chamont le 18 (c'est la ville de Giscard, ça ! va-t-il aimer ?), Rouen le 21 janvier, Villejuif, le 24 ou le 25 (dans le cadre d'un mini-festival qui promet). Paris dans ces eaux-là aussi, mais on en reparlera.

télévision

Vendredi 16 janvier

TF 1

20H 30 : Au théâtre ce soir. Inspecteur Grey, d'A. Gragnon et A. Falticeni, avec B. Dhéran, R. [illegible]nuel, F. Hélié.
22H 15 : Boxe. Championnat d'Europe des poids-coq. Trioulaire-Maguière.

A 2

20H 30 : Série : Simmlicius simplissimus, de F. Umgelter, avec Mathias Habiche
21H 30 : Apostrophes, de Bernard Pivot : « Le communisme, ami ou ennemi du socialisme ? » avec René Andrieu. Jacques Delors, Jean-François Revel.
22H 45 : Cine-club. « Chinatown nights » de W. Wellman (1929), avec W. Bery, Fl. Vidor, W. Oland.

FR 3

20H : Emissions régionales.
20H 30 : Magazine vendredi. Ailleurs, sur le thème de la réinsertion des prisonniers.

Samedi 17 janvier

TF 1

18H 50 : Magazine auto-moto
19H 45 : La vie des animaux
20H 30 : Variétés. Numéro un (Jacqueline Maillan)
21H 30 : Shaft
22H 40 : Championnat d'Europe de patinage artistique

A 2

18H 00 : Clap, de P. Bouteiller
18H 55 : Jeu. Des chiffres et des lettres
19H 45 : Jeu. Y'a un truc
20H 30 : Splendeurs et misères des courtisanes, de M. Cazeneuve, d'après Balzac
22H 05 : Variétés. Dix de der, de Ph. Bouvard

FR 3

19H 00 : Pour les jeunes. Les yeux neufs
19H 40 : Une industrie un événement : les Boussac
20H 00 : Les perles noires du Pacifique
20H 30 : Feuilleton. Les peupliers de la Prétentaine, d'après Marc Blancpain
21H 30 : Erreurs judiciaires, d'après Me Floriot. Réal. J. Laviron

Dimanche 18 janvier

TF 1

12H 30 : Jeu. L'homme qui n'en savait rien
13H 20 : Le petit rapporteur
14H 05 : Ski
14H 35 : Les rendez-vous du dimanche
16H 15 : Sports
17H 15 : Film. « Les survivants des monts lointains » de J. Neilson (1957) avec J. Stewart, A. Murphy, D. Duryea, D. Foster
18H 45 : Feuilleton. Nans le berger
19H 17 : Les animaux du monde
20H 30 : Film. « Les choses de la vie » de C. Sautet (1970), avec R. Schneider, M. Piccoli, L. Massari.

Parti en voiture, Michel Piccoli a un accident ; dans l'instant de l'éclatement de sa voiture, il revit ce que fut sa vie récente, entre sa femme et sa maîtresse. Portrait psychologique d'un bourgeois, le film de Claude Sautet rejoint toute une tradition du cinéma français avec ses limites mais aussi avec ses qualités : solidité, rythme et rigueur quasi-musicale du style. Trop étroitement lié à la société qui le produit, ce genre de film demande pour être bien perçu un effort analogue à celui demandé au Flamand du XIVe Siècle devant un tableau à sujet religieux. Il ne s'agit, on l'aura compris, que d'un agréable formalisme.

22H 00 : La leçon de musique. La pianiste Yvonne Lefébure.

A 2

13H 10 : Jeu. Le Scmilbricabrac
13H 50 : Série. Les robinsons suisses
15H 30 : Variétés. Les jeunes espoirs de la chanson
15H 40 : Série. Au pays de la montagne sacrée
17H 30 : L'heure des enfants, de P. Tchiernia
18H 25 : Série. MASH
18H 50 : Sport sur l'A2
19H 35 : Système 2
21H 40 : Feuilleton. Schulmeister, l'espion de l'empereur
22H 35 : Les cadets de la politique. Paul Granet.

FR 3

11H 00 : « A écrans ouverts », émission destinée aux travailleurs immigrés
18H 15 : Immigrés parmi nous
18H 45 : Spécial DOM-TOM
19H 00 : Portraits de cinéaste : Claude Autant-Lara
20H 05 : Les années épiques du cinéma
20H 30 : Film. « Une histoire immortelle » d'O. Welles d'après la nouvelle de I. Dinesen, adaptation de L. Vilmorin avec J. Moreau, O. Welles, R. Coggio, N. Eshley

Nouvelle diffusion d'un des quelques films d'Orson Welles non encore projeté sur un grand écran en France. Cette œuvre d'un romantisme exacerbé peut être vue au premier degré comme un beau conte adapté de la Suédoise Karen Blixen : l'histoire du marin en escale qu'un riche bourgeois paie pour faire un enfant à sa femme. Mais c'est ainsi, comme Vérité et mensonge, comme l'œuvre entière de Welles, une méditation sur l'œuvre d'art, sur la création volontaire de l'illusion, son échec et sa réussite à la fois. A voir.

21H 25 : Tribune. Le Masque et la plume. Invité : R. Rossellini.

rouge
quotidien d'action communiste

Agee, ex-agent de la CIA, parle

Il paraît qu'une cinquantaine de personnes ont nui à la Défense nationale. En foi de quoi, ils ont été déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat pour y être inculpés avec célérité. Il paraît aussi que Libération a publié la liste d'une autre cinquantaine de personnes qui seraient des espions de la CIA. Mais nous n'avons pas entendu dire que la Cour de sûreté de l'Etat ait été saisie, ni même qu'une enquête ait été ordonnée.

Un symbole en quelque sorte, mais qui n'est pas pour nous étonner. Il y a belle lurette que les révolutionnaires savent que la sûreté de l'Etat n'est qu'affaire de circonstance qui dépend essentiellement de la qualité de ceux qui y portent atteinte. Sur ce champ de bataille-là, depuis longtemps l'ennemi intérieur est devenu l'ennemi public n° 1, surtout lorsqu'il est rouge.

C'était d'ailleurs une des tâches des agents débusqués en France comme partout dans le monde, que d'aider activement les Etats où ils se trouvaient à lutter contre cet ennemi. Philip Agee qui fut pendant douze ans agent de la CIA en Amérique latine le raconte amplement dans son livre (« Journal d'un agent secret » — Seuil) qui paraît cette semaine. Il a accepté de nous accorder un entretien.

● Après les révélations parues dans Libération, certains journaux ont écrit que vous étiez le chef d'un complot international contre la C.I.A.

● C'est flatteur, mais je ne suis le chef de rien du tout. Les articles de Libération ont été faits par des journalistes qui connaissent la musique et qui avaient les moyens de vérifier leurs informations. Ce qu'ils ont fait est tout à fait sérieux.

● Avez-vous collaboré à cette enquête ?

● Non. J'ai revu ce qu'ils ont fait et j'ai pu leur confirmer que leurs informations étaient correctes. Mais je n'ai pas travaillé à l'enquête proprement dite.

● Certains journaux ont mis en cause *Counter-spy*. De quoi s'agit-il ?

● *Counter-spy* est une revue trimestrielle publiée par un collectif de militants dont les objectifs sont de faire connaître et de mettre en garde le peuple américain contre l'extension et les dangers des services de sécurité des Etats-Unis. Non seulement la CIA, mais aussi le FBI, les services de renseignement militaire, les services de police municipaux, etc. Ils veulent dénoncer la croissance de ces appareils de répression. Ils ont mis sur pied un centre de documentation du renseignement à Washington, consulté même par des officiels du gouvernement et par des journalistes. Ils mènent des campagnes, montrent des films, discutent sur différents problèmes et organisent des meetings dans les universités. C'est très actif comme organisation.

● Certains journaux ont laissé entendre que vous étiez un agent du K.G.B...

● La CIA a essayé de faire passer cette histoire depuis un an et demi. Toutes les six semaines, en paraît une nouvelle version. La plus récente est sortie lors de l'arrestation d'un espion de la CIA en Pologne, lorsqu'on a laissé entendre que c'est moi qui l'avait donné.

● Avez-vous rencontré des gens du KGB ?

● Oui, quand j'étais membre de la CIA. Mais plus depuis que je l'ai quittée. Une des tâches dont j'étais chargé quand j'étais dans la « compagnie », c'était d'entretenir de bonnes relations avec les membres du KGB, ce que j'ai fait en Uruguay et au Mexique.

● Savaient-ils que vous étiez membre de la CIA ?

● Oui, comme moi je savais qu'ils étaient membres du KGB. Et tout marchait fort bien. La CIA a voulu me discréditer en me disant lié au KGB, de la même façon qu'elle cherche à discréditer tous les libéraux qui travaillent contre elle aux Etats-Unis.

● Un journal français a écrit que toutes ces révélations n'étaient qu'une manœuvre de la CIA pour se débarasser d'agents dont elle n'avait plus besoin...

● Je ne crois pas que ce soit le cas. Il est sûr qu'il y a des gens chez eux dont ils veulent se débarrasser. Mais tout le groupe de Paris n'est quand même pas à foutre à la poubelle ! Il y a dans le monde environ 3.500 opérateurs sur le terrain. L'expérience acquise par ces personnes au cours des années est sans prix. Aussi la CIA est-elle tout à fait opposée à ces révélations qui risquent de faire perdre un capital humain et financier incalculable. Ça oblige en effet les agents découverts à rentrer aux Etats-Unis et à ne plus pouvoir travailler à l'étranger.

● *Le Figaro* a écrit que ces nouvelles révélations conduiraient à de nouveaux assassinats comme celui dont a été victime un agent de la CIA à Athènes, après la publication de son nom dans la presse locale...

● C'est vrai, il y a des risques, mais pas si les agents rentrent chez eux. Personne ne tentera de les assassiner aux Etats-Unis.

● Mais en France, en Allemagne, ou ailleurs ?

● Bon d'accord, mais ils n'ont qu'à rentrer chez eux. Le but de ces révélations est précisément de les forcer à rentrer aux U.S.A.

● Un porte-parole du gouvernement américain a dit que vous étiez un traître...

● Peut-être, de leur point de vue. Mais de mon point de vue et de celui de ceux qui me défendent, c'est plutôt patriotique que de contribuer à ces révélations. C'est un devoir d'identifier les agents de la CIA, là où ils se trouvent, tout comme après la deuxième guerre mondiale, c'était un devoir d'identifier les agents de la Gestapo ou les anciens SS.

Agee

● Vous accuser de trahison, n'est-ce pas une menace déguisée ?

● Je me fous de comment ils m'appellent. Ce qui est important, c'est que la lutte continue contre l'*establishment* et contre la CIA

propos recueillis par G. Marion.

002

■ Voilà donc le deuxième numéro d'essai du quotidien. Vous l'avez acheté dans les kiosques pour la première fois. Vous allez pouvoir le juger, le critiquer et, nous l'espérons, nous écrire.

Ce journal n'a pas été fabriqué dans les réelles conditions du futur quotidien : il paraît le samedi mais a été bouclé le jeudi à midi. Cela est dû aux délais de l'imprimerie, au fait que nous ne disposons pas encore de toutes nos machines. Evidemment cela se sent au niveau du contenu : il y a des nouvelles « du jour » qui sont... de mercredi et d'autres de jeudi.

En plus, il est difficile de ne pas parler des sujets que nous aurions évoqués jour après jour si nous avions travaillé toute la semaine. Un « n° 0 » c'est forcément un peu bâtard. Aussi en février, ferons-nous une véritable « série-répétition » pendant une semaine entière pour mieux tester ce que nous sommes déjà capables de faire...

Où en sommes-nous sur le plan matériel ?

La **souscription** n'est pas achevée : nous avons 170 millions d'anciens francs, il nous en manque 30. Il les faut d'ici fin janvier : impossible de sortir sans les 200 millions.

La question du local n'est pas résolue : nous cherchons toujours un local central de 1500 à 4000 m2 afin d'essayer de grouper toutes les activités de production du quotidien depuis le comité de rédaction jusqu'aux rotatives. Dès que nous aurons ce local, un mois plus tard, nous serons fin prets.

Sur le plan matériel, nous disposons de tout le reste : les machines, les connaissances tehniques, une planification soignée de tous les mécanismes de fabrication et de diffusion.

Et sur le plan militant ? Quel contenu ? Comment notre orientation politique y sera-t-elle présentée et défendue ? Dans quel cadre ouvrirons-nous les colonnes du journal à d'autres organisations et courants du mouvement ouvrier ?

Quels sont nos critères pour la sélection des informations françaises et internationales ? Comment sélectionnerons-nous les tribunes libres, les interviews, les débats, en fonction de la place et de la demande des lecteurs ? Ce sont des questions que tous les sympathisants de Rouge sont en droit de se poser en même temps que nous et de tailler, eux-aussi, à y répondre.

Le comité de rédaction se structure peu à peu en rubriques, avec des collaborateurs réguliers et des correspondants.

On vous le dit : tout sera bientôt prêt !

Mais on a encore besoin de votre aide sur trois points :

1. **Souscrivez.** La fin de janvier est proche. C'est d'ici-là qu'il faut trouver les 30 millions qui manquent :

Chèques libellés à « Mlle Chenot, 10 impasse Guéménée Paris 4e »

2. **Aidez-nous** si vous habitez Paris **à trouver un local** pour notre imprimerie et nos bureaux. Cherchez autour de vous, dans votre rue, dans votre quartier, au centre de Paris et dans la proche banlieue. Ecrivez-nous pour nous faire part de vos découvertes.

3. **Ecrivez.** « Rouge-hebdo » continue ! Il publie une à deux pages par semaine de débats sur le quotidien. Nous y publierons vos lettre.

où l'on prouve que le supersonique va plus vite que le coureur à pied...

● *Fanfares et trompettes tricolores hier à Antenne 2 pour conclure avec Mimoun venu à la rencohtre du supersonique à Roissy* « **De Gaulle-Concorde. Deux symboles pour la France** ».

Le bateleur-meneur de jeu nous a tenu un beau langage, il a voulu nous élever l'âme :

Sordide marchandage commercial, rivalités de grande puissance, politique en faveur des transports de luxe ?

Non, Messieurs-Dames, un exploit SPORTIF, une « **technologie de l'effort** », *le* « **chemin de l'Aventure** » *qui va de Mermoz aux* « **Supers-ingénieurs** » *de Concorde !*

Ne diffamons pas. On a aussi parlé Technique. Et précis : décibels, NHZ, écosphère. D'où il ressort que les riverains de l'aéroport Kennedy à New York sont un enjeu (électoral) tout à fait indépendant de leurs oreilles : « **Vaut-il mieux (!) subir 8 rotations supplémentaires dues au Concorde ou 130 rotations pendant le sommeil** » ?

Arguments « écologiques » dévoyés, ratatinés...

Pouvait-il en être autrement quand toute l'émission suait un scientisme béat ? Comme a dit le PDG d'air France : « **Le progrès procède par un grand bond en avant qui laisse peut être quelques bavures que l'on corrige par la suite** ».

Des travailleurs de l'aéronautique, Jacques Mitterand le nouveau PDG de la SNIAS en a juste dit un mot : « **Concorde est l'œuvre d'une collectivité de 40.000 personnes** *(patrons et ouvriers ensemble, bien sûr)* **et s'il ne peut atterrir aux USA il y aura des conséquences sur l'emploi** ». *Le fait que depuis 2 ans les patrons licencient à la SNIAS, que tout le secteur des bureaux d'études avions soit liquidé n'a pas été dit. Les syndicats n'étaient pas là. Pourquoi ? Ils ont envoyé des télégrammes nous a-t-on dit. Lesquels ? Pour dire quoi ? On n'a pas su.*

Mieux vaut l'écran de fumée d'un débat « philosophique » (et lequel ?) sur « l'Homme et la Vitesse ».

dernières nouvelles

Elections professionnelles à Billancourt : léger recul de la CGT

● Les élections de délégués du personnel ont eu lieu à Renault-Billancourt pour le 1er collège le jeudi 15 janvier.

La direction de la CGT avait organisé une véritable campagne électorale avec ses casquettes tricolores, ses macarons, ses journaux électoraux et les photos de ses candidats largement répandus. Si cette activité plus intense que les années précédentes avait porté ses fruits, on aurait du constater une progression de la CGT. Il lui fallait en plus effacer le sévère recul enregistré dans une autre usine de la Régie, à Cléon où elle a perdu plus de 5 % dans les deux collèges.

En fait le trait dominant est la stabilité par rapport à l'année dernière. Les syndicats jaunes de Billancourt, la CFT et la CFTC, demeurent stables ainsi que FO. Les seuls changements notables affectent le rapport entre la CFDT et la CGT sans que le poids dominant de celle-ci soit remis en cause. Les derniers résultats donnaient - 1,74 % pour la CGT et + 0,46 % pour la CFDT, + 0,66 % pour FO.

Cette faible baisse de la CGT peut être imputée aux retombées des nombreuses luttes cassées depuis un an et pourtant qualifiées de victorieuses par les soins de la direction de la CGT. Plus qu'une défiance croissante, c'est le signe du septicisme qu'entrainent, parmi les travailleurs, tant de proclamations triomphalistes qui ne correspondent pas au bilan concret des luttes.

Il faut aussi remarquer la progression de la CFDT dans certains ateliers où des luttes significatives se sont passées depuis quelques mois, à l'exemple du 14.

Correspondant

L'attentat contre la librairie arabe.

● La librairie arabe proteste aujourd'hui dans un communiqué contre l'attentat dont ses locaux ont été l'objet dans la nuit du 12 au 13 janvier à Paris.

Cet attentat, qui a provoqué d'importants dégâts est revendiqué par le « Front d'autodéfense juif ». Il « vise à exercer la censure par la terreur sur tout ce qui a trait au monde arabe. Cette expédition, poursuit le communiqué, n'est pas le fait de quelques racistes isolés mais est bel et bien inspirée et télécommandée par des organisations fascistes étroitement liées aux groupes sionistes de choc dont le sinistre palmares en France bat tous les records. »

ARGENTINE : Mme Peron demande la démission du gouvernement.

● Mme Maria Estela Peron a demandé à tous les ministres du gouvernement de démissionner, annonce-t-on officiellement jeudi à Buenos Aires. Cette mesure a pour but de permettre un remaniement du gouvernement. (A.F.P.)

Assemblée permanente des réfugiés politiques.

● Des réfugiés politiques espagnols viennent de constituer une **Assemblée permanente** à Paris. Celle-ci, face à la totale insuffisance de « l'indulto » promulgué réclame une amnistie générale libérant tous les prisonniers politiques et permettant le retour des éxilés. Sa prochaine réunion aura lieu mercredi 21 janvier à 19 h au 198 rue St Jacques (Ve).

MEETINGS

● **Paris,** meeting de soutien à la lutte du peuple palestinien, organisé par le Comité Palestine, vendredi 16 janvier, à 21h, 55 boulevard de Belleville, Paris 11e.